

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 90 – 15e année – novembre-décembre 1996

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 90
novembre-décembre 1996

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Secrétaire :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
S. BOULOUQUE
L. DOUSSIN
J.-J. LEDOS
C. LE TALLEC
J. PAPP
G. PELLETIER

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Lamennais, humaniste socialisant, écrivait en 1836 : "Deux doctrines, deux systèmes se disputent aujourd'hui l'empire du monde, la doctrine de **la liberté** et la doctrine de **l'absolutisme**". Deux articles de ce numéro apportent la preuve que Lamennais avait raison. La Hongrie, dont le peuple se soulève pour retrouver sa dignité. La "Cagoule", organisation secrète française, dont le but en 1937 est d'imposer à la population, par la force, un régime fasciste à l'exemple de l'Italie et de l'Espagne.

Avec les péripéties du "POF" au lendemain de la dernière guerre on voit bien qu'il est aussi question de liberté chez les militants et, quelque part, d'absolutisme, au moins de rigueur d'appareil chez les dirigeants du PCF et de la SFIO.

Du côté de l'*absolutisme* on trouve les armées, les polices et agents de toute sorte, les gros possédants et souvent une puissance religieuse. La condition essentielle est le pouvoir unique dont les éléments constitutifs se tiennent, s'enchaînent jusqu'à isoler ce qui va, ou qui vient du "dehors". Les idées sont imposées par une force brutale. La simple idée de "liberté" est attrapée par les policiers pour mourir dans les geôles.

Les tenants de la *liberté* beaucoup plus nombreux devraient l'emporter. Mais combien faut-il d'hommes pour contrebalancer l'armée, la police et le fric ?

Sans aucun doute, les excessives dépenses qu'exige l'entretien des armées, les monstrueuses conséquences d'une économie débridée amèneront-elles tôt ou tard la banqueroute universelle. L'expérience prouve – jusqu'à présent – qu'à la longue, dans la lutte entre une force matérielle et une force morale, c'est toujours la force morale qui triomphe, car elle est tout entière du côté du peuple.

Rappelons-nous toutefois que le plus machiavélique dictateur avait trouvé la formule pour concilier absolutisme et liberté : il était écrit à l'entrée des camps de travail, où les hommes besognaient sans salaire : "Arbeit macht Frei". Méfions-nous que cela ne serve d'exemple à nos futurs maîtres : les énarques de l'économie.

En 1941, on remet à Pétain et aux membres du corps diplomatique, un étrange dossier concernant "Le Mouvement Synarchique d'Empire". La Synarchie – qui s'oppose à l'anarchie – est, selon le rapport (chapitre V), une autorité de caractère international financée et dirigée par des groupes financiers appartenant à la haute-banque internationale. Ce mouvement se propose de renverser, dans tous les pays où ils existent, les régimes parlementaires *jugés insuffisamment dévoués aux intérêts de ces groupes et par ailleurs trop difficiles à manœuvrer en raison du nombre étendu de personnes dont il convient de s'assurer le concours*. Il veut leur substituer des *régimes autoritaires* jugés plus dociles dans lesquels tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du grand patronat et des représentants dûment mandatés de groupes bancaires désignés pour chaque pays. Devenu maître des prix de toute marchandise, et enfermant l'ouvrier dans un cadre juridique et social très strict, le mouvement synarchique devient ainsi maître du monde.

Cette dénonciation diabolique de la Synarchie n'a jamais été prise au sérieux.

Et pourtant...

N'a-t-on pas l'impression de respirer comme un parfum de Synarchie ?

Un parfum décidément tenace, toujours prêt à ressurgir par la moindre faille, qui doit nous réveiller en sursaut sous peine de sommeil profond avec cauchemars assurés.

VOUS ÊTES-VOUS RÉABONNÉS POUR 1997 ?

Les abonnements se terminent, pour la plupart d'entre vous, avec ce numéro.

Nous avions pris l'habitude de vous adresser un bulletin de réabonnement.

Ce système nous coûte cher.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, de bien vouloir nous adresser avant le 10 décembre :

– soit directement un chèque bancaire ou postal au nom des Editions Floréal.

– soit mieux, nous virer le montant de l'abonnement par chèque postal à notre nouveau compte Floréal, Rouen 5027 58 E, en spécifiant sur le talon : Réabonnement 97.

Grâce à ces petites économies, nous pouvons maintenir nos tarifs actuels en vigueur depuis 1993, soit 170 francs pour l'année.

Quant à nos abonnés passagèrement dans la gêne : maladie, chômage... qu'ils nous adressent ce qu'ils peuvent. La compensation s'opère par les abonnements de soutien que nous envoient les lecteurs que nous remercions particulièrement à cette occasion.



Jeunes Hongrois dans les combats.

Il y a 40 ans : la révolution hongroise

Joseph Staline est mort le 5 mars 1953. Cet événement fut ressenti par les peuples soumis à sa domination comme le début d'une époque nouvelle, et il permet donc de situer exactement le début du processus qui culmine en Hongrie dans l'explosion de 1956.

A Moscou, les héritiers de Staline (la "troïka" composée de Malenkov, Molotov et Béria) voyaient assez clairement que la situation en Hongrie était devenue intenable. L'industrialisation et la collectivisation forcées (et forcenées) ainsi que les contraintes les plus absurdes dans la vie quotidienne ont exaspéré la population. Les conditions de vie se sont dégradées, même par rapport à ce qu'elles étaient vers 1948. Entre 1949 et 1953, le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 20 % et, depuis 1951, les tickets de ravitaillement sont à nouveau instaurés.

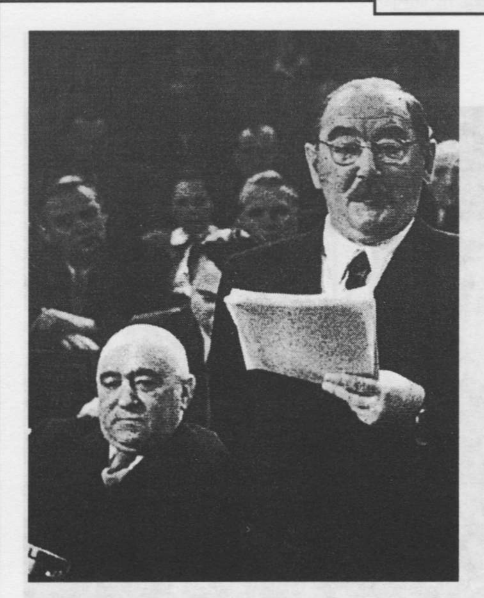
En même temps, la terreur policière a gelé la vie publique, succédant à quelques années de démocratie assez authentique (1945-1947), malgré l'occupation russe.

Cherchant à prévenir l'orage par une nouvelle politique, la "troïka" convoque vers la mi-juin 1953 Mathias Ràkosi, secrétaire général du Parti hongrois et Premier ministre à la fois, qui vient en effet à Moscou avec une forte délégation. Et là, dans des conditions humiliantes, on lui demande des comptes pour la politique stalinienne impitoyable qu'il a infligée au peuple hongrois... sur l'ordre de Moscou.

Après avoir fait son autocritique, Ràkosi est sommé d'élaborer un nouveau programme et de céder son poste de Premier ministre à Imre Nagy, qui fait également partie de la délégation.

Nagy est un membre peu connu du Bureau politique. Communiste dès sa jeunesse, il a été soldat de l'Armée rouge en Russie. Dès 1948-49, il est écarté du pouvoir à cause de ses réticences à la collectivisation forcée.

Ces entretiens des 13-16 juin 1953 ont eu lieu à Moscou sans la moindre publicité, dans le secret le plus total. Toutefois, ils ne sont pas restés sans suite, même si les détails n'en seront connus que bien plus tard. En effet, la séance du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (MDP, nom du parti communiste à cette époque) tenue les 27-28 juin 1953 a pris une tournure inaccoutumée. Pour la première fois, l'équipe dirigeante (Ràkosi, Gerö, Farkas et Révai) furent critiqués ouvertement (et vertement), car la résolution qui a résumé ces journées condamne dans le détail toute la politique menée jusqu'alors par le PC et le gouvernement hongrois. Le texte dénonce les exactions de la



Le 4 juillet 1953, Imre Nagy, devenu Premier ministre, prononce son discours au Parlement sous l'œil maussade de Rakosi.

police et des tribunaux, l'arrogance des autorités locales. Il précise qu'entre 1951 et 1953, les tribunaux de Police ont infligé 850 000 contraventions (la Hongrie compte à cette époque 9 millions 205 mille habitants) ; quant aux tribunaux, ils ont traité 650 000 affaires entre 1950-53, et prononcé 387 000 condamnations.

Un passage de la résolution révèle l'antisémitisme latent dans le Parti, puisqu'il est également reproché au pouvoir de ne pas avoir assuré réellement la promotion de *cadres d'origine hongroise dans les plus hautes fonctions*. Or Ràkosi et ses compères, bien que d'origine juive, étaient eux aussi hongrois, tout autant que le reste du Comité central.

En tout cas, ce texte restera inédit, jusqu'en 1986, où il est imprimé pour la première fois... dans un bulletin destiné à l'usage interne du Parti.

Peu après cette réunion mémorable, le 4 juillet 1953, le Parlement élit le nouveau gouvernement, avec Nagy comme Premier ministre. Son discours fait sensation, et les promesses sont suivies de mesures concrètes : suppression des listes de "koulaks", des tribunaux de police et des camps d'internement ; début de la révision des procès truqués.

Nagy apparaît dès lors comme le premier politicien communiste populaire. Dans beaucoup de villages, on organise des fêtes et des banquets pour saluer les changements.

Pour Ràkosi et ses partisans, tout cela est intolérable. Le 11 juillet, le chef du Parti prononce un grand discours menaçant devant les activistes de la capitale, qui l'approuvent chaleureusement.

Commence alors une période d'épreuves de force entre les deux protagonistes, qui va durer un an et demi.

Intelligent et sans scrupule, Ràkosi sait que l'enjeu est une question de vie ou de mort. Nagy de son côté paraît indécis ; il y a dans son attitude quelque chose de "professoral", mais pour son camp, cette maladresse ne fait que souligner sa probité. Comme la plupart des ministères sont entre les mains des hommes de Ràkosi, il met en place un secrétariat du Conseil des ministres ainsi qu'un Office d'information, bien que ces initiatives ne fassent pas le poids face au réseau de pouvoir dont dispose son adversaire. Soutenu par Khrouchtchev jusqu'en octobre 1954, Nagy croit à ce moment avoir marqué un point car lors d'une réunion du Comité central, tenue en l'absence de Ràkosi et de Gerö, qui sont en congé de maladie à Moscou, les participants adoptent son point de vue avec enthousiasme. Sûr de lui, il écrit dans l'éditorial du *Szabad Nép* que la politique des réformes peut dorénavant être engagée avec détermination. Au même moment, à la rédaction de ce journal, une réunion de trois jours donne lieu à des critiques violentes contre la politique stalinienne du Parti et de la rédaction.

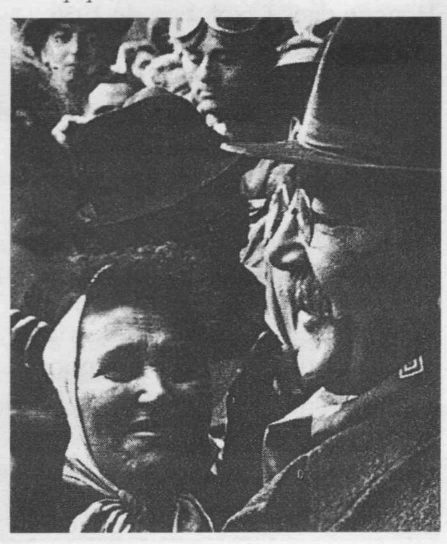
Mais voici qu'à la fin du mois de novembre 1954, Ràkosi revient de Moscou, où il a passé un long moment, prétendument pour se faire soigner. Il sait que le vent moscovite a tourné.

C'est que le 23 octobre, les accords de Paris ont rétabli la souveraineté de l'Allemagne fédérale, qui peut désormais adhérer à l'OTAN. Le "bloc communiste" répond à cette initiative par la création du pacte de Varsovie. D'emblée, on met à l'écart et à Moscou et à Budapest les hommes dont la présence implique l'affaiblissement de l'industrie lourde et donc du potentiel militaire. Car, comment les dirigeants soviétiques pourraient-ils tolérer l'effervescence de la vie publique hongroise devant la menace que représente le réarmement allemand, manigancé par la plus grande puissance du monde.

Aussi, le 8 janvier 1955, les deux leaders hongrois sont-ils de nouveau à Moscou, où ce ne sont plus les "pratiques illégales" de Ràkosi qu'on met sur la sellette mais les "défauts droitiers" de Nagy. Celui-ci refuse toute autocritique sans débat public. Il subit toutefois une attaque cardiaque, qui facilitera la tâche de ses adversaires pour l'écarter de la vie publique. En avril 1955, il est en effet privé de toutes ses fonctions politiques et scientifiques, avant d'être exclu du Parti et privé même de sa pension de retraite.

Malgré cette mise à l'écart et la surveillance policière, la personnalité de Nagy continue à attirer les opposants, en sorte qu'il se crée un mouvement animateur de la vie publique depuis l'été 1955, qui prépare, sans le vouloir, l'explosion de l'automne 1956. Plus tard, pour suggérer l'idée d'une conspiration et pour justifier la répression, Kadar et ses hommes parleront d'un "groupe Nagy-Losonczy", bien que le mouvement n'ait jamais pris une forme tant soit peu structurée. Cela d'autant moins que la reprise en main de la situation par Rakosi a déclenché une nouvelle vague de répression et d'intimidation, le tournant des années 1955-56 évoquant tout à fait les pires moments du temps de Staline. Mais les temps ont changé avec la mort du dictateur et le "meilleur

Nagy devient le premier politicien communiste populaire.





Gàbor Tanczos et Géza Losonczy lors du débat sur la presse du Cercle Petöfi.

disciple de Staline" se trouve maintenant en porte à faux par rapport aux nouveaux maîtres du Kremlin.

Le 26 mai 1956, Khrouchtchev et Boulganine (celui-ci a remplacé Malenkov le 8 février 1955) effectuent un voyage en Yougoslavie et font amende honorable pour avoir excommunié Tito sept ans auparavant. Cet événement est consécutif au XXe congrès du PCUS (17-25 février 1956) au cours duquel Khrouchtchev a relaté une partie des crimes de Staline. Le voyage des deux responsables soviétiques fait beaucoup de bruit et fait sortir de l'ombre le rôle personnel de Rakosi dans l'affaire Rajk. Des journalistes proches de Nagy exigent aussitôt la révision de la politique anti-yougoslave et du procès Rajk.

En même temps, les débats prennent de l'ampleur au sein des Jeunesses communistes, où un club de discussion littéraire s'est transformé depuis mars 1955 en *Cercle Petöfi*. Ce cercle, animé par un professeur de philosophie, Gabor Tànczos, attire, outre les intellectuels, des milliers de militants de la génération de l'après-guerre, qui pensent avoir retrouvé dans ce renouveau les idéaux de leur jeunesse. Par l'intermédiaire des gens comme Losonczy et Vasarhelyi, Tànczos tient au courant de ses projets l'entourage de Nagy, mais sans en recevoir des consignes.

Les débats portent sur les sujets les plus sensibles de l'économie, de l'histoire et du marxisme, sur la guerre d'Espagne, la liberté de la presse... et suscitent dans le public un très vif intérêt. Le 27 juin 1956, la séance consacrée à la presse attire 7000 participants, que la salle ne peut contenir et qui doivent écouter les discours diffusés par haut-parleurs dans la rue.

En juillet 1956, la révolte de ouvriers de Poznan fait accélérer les événements. C'est probablement Tito qui a persuadé les dirigeants soviétiques de se débarrasser de Rakosi. Le 17 juillet, Anastas Mikoyan, membre du BP, arrive en effet à Budapest pour mettre au point le limogeage du leader hongrois, qui est aussitôt embarqué pour Moscou "en raison de son mauvais état de santé".

Le n° 2 du Parti, Ernest Gerö lui succède et la deuxième place est confiée à Jànos Kadar. En accord avec le Premier ministre Hegedüs, Gerö annonce la politique de la "page blanche" ; quelques tortionnaires sont emprisonnés et quelques centaines de victimes réhabilitées, dont 132 communistes et 151 sociaux-démocrates. En fait, Gerö est presque aussi impopulaire que Ràkosi, mais il fait moins peur.

Début septembre, il n'est plus possible d'ajourner la révision du procès Rajk et la réintégration de Nagy. Au bout des négociations préalables, ce dernier accepte, conformément aux vœux de Gerö et de Kadar, que les deux questions soient réglées en silence, mais Julia Rajk, la veuve du ministre exécuté en 1949, exige pour son mari des funérailles et une réhabilitation publiques.

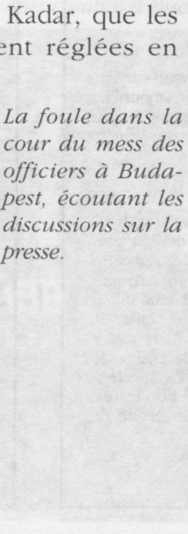
N'ayant pas le courage de s'y opposer, Gerö et Kadar s'arrangent pour être absents aux cérémonies, dont la date est fixée, tout à fait par hasard, semble-t-il, pour le 6 octobre, jour de deuil national rappelant l'exécution par les Autrichiens du Premier ministre Batthyany et des treize généraux de la guerre d'Indépendance, le 6 octobre 1849.

Aux obsèques de Rajk et de ses camarades, une foule silencieuse de cent mille personnes environ mani-



Gy Lukacs, philosophe et A. Szakasits au Cercle Petöfi lors du débat sur la presse . (Szakasits, social-démocrate, fut président de la République en 1946).

Imre Nagy et sa femme aux funérailles de Laszko Rajk.





La foule dans la cour du mess des officiers à Budapest, écoutant les discussions sur la presse.

INFORMATION DE RADIO-MISKOLC

(*31 octobre 1956* - Inédit)

« Le Conseil National de Transdanubie fondé à Györ a pris position pour la neutralité de la Hongrie. Les délégués des conseils... de la Trandanubie, 400 environ, ont continué leurs délibérations à Györ, jusque mardi minuit. Attila Szigeti, le président du Conseil National de Györ a mis en garde les délégués de tout acte qui pourrait menacer les conquêtes de la révolution. Il a stigmatisé les idées relatives à la formation d'un contre-gouvernement et à la continuation désormais non justifiée de la lutte armée. Au cours de la réunion, la majorité des délégués a soutenu la proposition à continuer la grève tant que le gouvernement ne réaliserait pas les revendications. Finalement, les délégués ont fondé le Conseil National de Transdanubie avec Györ comme siège où les départements adhérents sont représentés par 4-4 délégués et les villes à droit départemental par 2-2... »

LA SITUATION DANS LE PAYS

(Magyar Nemzet, *31 octobre 1956*)
(Inédit)

Szolnok

Dans la ville, il n'y a aucun combat armé, ni aucune manifestation. Les travailleurs tiennent des réunions en série dans les usines pour discuter de la situation. On rétablit les partis de la coalition. On envoie régulièrement des livraisons de nourriture à Budapest.

Zalaegerszeg

L'ordre s'est rétabli dans le département. Le travail productif a été commencé dans plusieurs usines. Des conseils ouvriers ont été également formés aux stations de tracteurs et de machines du département et ont commencé leur activité. Plusieurs informations venant de diverses localités du département rendent compte de ce que les paysans ont dissous les coopératives de production créées par la force. Mais dans les domaines communs formés par leur volonté, les paysans travaillent avec application.

Miskolc

L'ordre et le calme règnent également dans le département de Borsod. On ravitaille en nourriture, en premier lieu, les centres industriels et les villes. Dans la ville, des unités soviétiques se maintiennent en un seul endroit et ont déclaré de ne commencer aucune hostilité envers les travailleurs de la ville. Lundi, les mineurs ont commencé à reprendre le travail, et nous pourrons assurer ainsi les besoins des centrales électriques. Mardi matin, les mineurs étaient de plus de 20 à 25 % que la veille à reprendre le travail.
.....

Kaposvár

Lundi, le Conseil Révolutionnaire National du département de Somogy a élu un comité dirigeant de 29 membres, et a élaboré un programme de 21 points sur la base des revendications du Front Populaire National et des travailleurs des usines et des bureaux.

Szeged

L'ordre se rétablit graduellement dans la ville. On organise la Garde Nationale, parallèlement avec la démobilisation de l'A.V.H.
.....

INFORMATIONS DIFFUSÉES PAR RADIO-KOSSUTH

(Inédit)

Le 30 octobre 1956

« Le présidium du syndicat des métallos prie les conseils ouvriers et les comités d'usine des usines métallurgiques d'envoyer aujourd'hui à 12 heures un jeune délégué au centre du syndicat (9, rue Baross) pour la fondation d'une organisation révolutionnaire de jeunesse ouvrière. »

Le 31 octobre 1956

« Hier, s'est formé le conseil ouvrier de l'Usine de Machines-Outils « Danuvia », dont László Németh, fraiseur, est devenu président. Parmi les revendications du conseil ouvrier, l'une d'entre elles exige le retrait immédiat des troupes soviétiques du territoire du pays. Les travailleurs ne reprendront pas le travail tant qu'on ne satisfera pas cette revendication. Le conseil ouvrier lutte de toutes ses forces contre toute tentative de rétablissement de la grosse propriété et du capital. Il a désigné comme directeur de l'usine, le même dirigeant qui assumait ces fonctions jusqu'ici. Il l'a appelé à élaborer une proposition pour modifier le système actuel de salaires. Jusqu'à nouvel ordre, le conseil a suspendu le travail du service de personnel et il détruit les soi-disant matériaux de cadre. »



La statue de Staline abattue, avec les inscriptions : "salaud", "fumier".

feste en silence et des millions d'habitants écoutent les discours stéréotypés et creux des délégués du Parti qui, au cimetière, côtoient les victimes survivantes. Cette journée noire, où les gens ont découvert la rue tout en percevant une sorte de vide du pouvoir, est véritablement l'ouverture de la révolution.

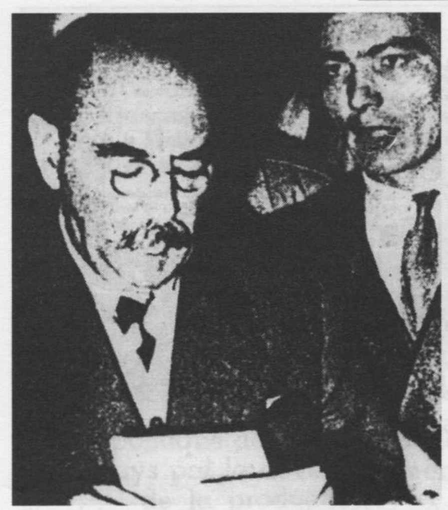
Dès le 16, à l'université de Szeged, un groupe d'étudiants quitte les JC pour reconstituer leur ancienne organisation indépendante, l'exemple étant suivi par ceux de Budapest. Ces derniers organisent, le 23 octobre, une manifestation de solidarité avec la Pologne (où le Parti vient de réintégrer des cadres longtemps rejetés, comme Gomulka, bête noire du Kremlin), que le Cercle Petöfi se charge de conduire devant la statue du poète, dont le vers *Debout, Magyar !* a marqué en mars 1848 le début de la révolution démocratique. Selon l'exemple de cette époque mémorable, les étudiants formulent leurs revendications en 12 points, mais il y a bien d'autres listes avec 14,16 ou 11 points. Une des premières de ces feuilles intitulée *Nos mots d'ordre*, comporte surtout des mots de solidarité avec la Pologne (*Vive le peuple polonais ! - Vive le Parti ouvrier polonais ! - La Pologne montre l'exemple... ! -)* ; parmi les autres slogans, on peut lire : *Notre confiance va à Imre Nagy ! - Indépendance, Liberté ! - A bas le stalinisme ! Pouvoir ouvrier-paysan ! - Vive l'Armée populaire hongroise !*

Il y a eu cet après-midi du 23 octobre deux ou trois cents mille

LES MOTS D'ORDRE DU CERCLE PETOFI

(Szabad Ifjuság, *23 octobre 1956*)
(Inédit)

1) Amitié hungaro-soviétique sur la base léniniste de l'égalité !
2) Nouveau plan quinquennal au service de l'augmentation du bien-être du peuple !
3) Imre Nagy à la direction !
4) Procès public de Mihály Farkas !
5) Mise à l'écart des temporisateurs !
6) A bas la politique économique stalinienne !
7) Vive la Pologne fraternelle !
8) Gestion ouvrière aux usines !
9) Rénovation de l'agriculture, collectivisation volontaire !
10) Un programme national constructif !
11) Vive la jeunesse de Petöfi !
12) En avant pour la démocratie socialiste !


Nagy s'adresse aux manifestants depuis le balcon du Parlement.

manifestants dans les rues de Budapest. On chantait des chants populaires, la Marseillaise et l'Internationale..., mais dans les drapeaux tricolores les emblèmes du régime furent découpés. Au fur et à mesure que la foule grossissait, les mots d'ordre prenaient des allures plus hostiles : *Ràkosi au Danube, Imre Nagy au gouvernement !* ou bien, *Russes dehors !*

La direction Gerö-Kadar-Hegedüs, qui venait de rentrer de Belgrade dans la matinée, a prévu l'interdiction de la manifestation. Au BP, réuni en hâte, Révaï et Marosàn ont déclaré : *S'il le faut, nous ferons tirer !* Mais le préfet de Police, Sàndor Kopàcsi, a laissé entendre devant le général Sérov, chef du KGB, qu'il s'opposerait à l'action policière et que l'on ne tirerait pas sur les manifestants.

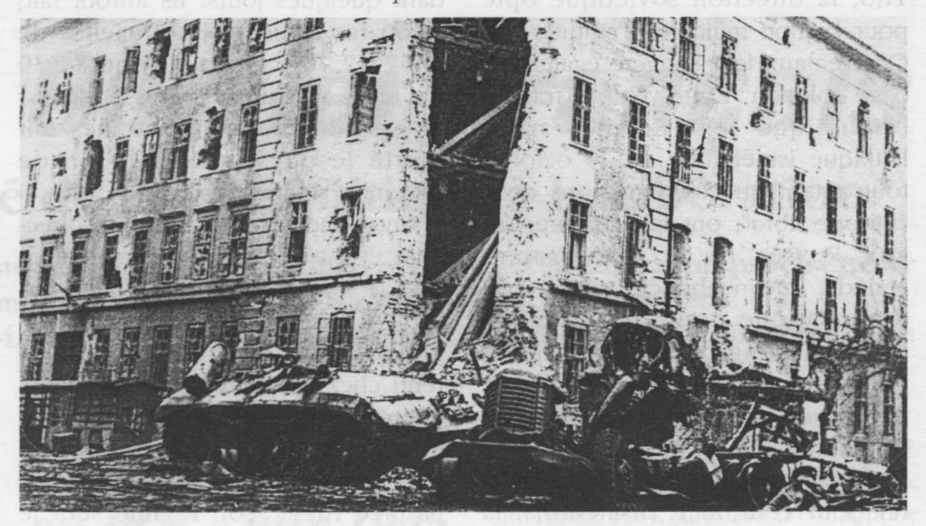
Cependant, dans la soirée, lorsque Gerö dénonce à la radio la *manifestation nationaliste*, la capitale bascule dans la guerre civile. On fait d'abord venir Imre Nagy pour qu'il essaie de calmer la foule rassemblée devant le Parlement. Arrivé vers 21 heures dans les lieux, il y prononce un discours très décevant pour l'auditoire. Déjà, des groupes se sont formés, il y en a qui s'affairent à déboulonner la statue gigantesque de Staline, d'autres assiègent le journal du Parti et l'immeuble de la Radio, où les défenseurs ouvrent le feu.

Devant l'effondrement du régime, Gerö et Hegedüs font vite appel aux troupes russes, dont deux divisions entrent dans Budapest. Les échauffourées se transforment en insurrection et pendant cinq jours les combats font rage dans la capitale ainsi que dans une dizaine de villes de province. Citant des témoins occidentaux, la *Nouvelle République* des 27-28 octobre parle des *atrocités épouvantables* des Russes, mais note en même temps *qu'en de nombreux points de la capitale, on a vu des troupes russes fraterniser avec les rebelles. On a vu des manifestants hissés sur les chars soviétiques, brandissant la tricolore hongroise.* Constatant l'*anarchie complète,* le journal s'étonne *qu'un Etat soutenu par un parti totalitaire et monolithique, disposant d'une force armée et d'une police secrète, puisse se désagréger aussi complètement en l'espace de quelques jours...*

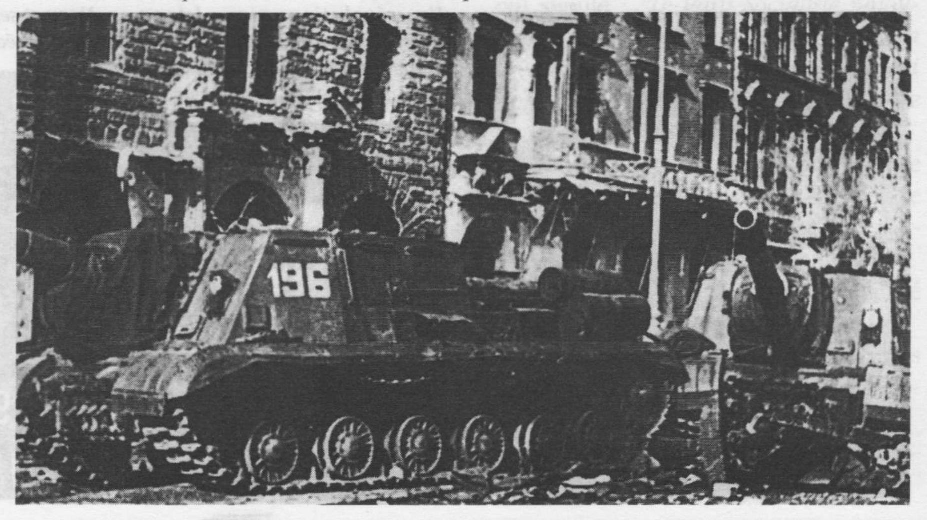
Le Parti disloqué et l'appareil d'Etat paralysé, il se crée des comités locaux (*comités nationaux, comités révolutionnaires...*), organismes politiques et administratifs à la fois, qui prennent en charge la vie quotidienne des populations. Dans les usines, après la création du premier conseil ouvrier à Budapest le 24 octobre, on met partout en place des conseils provisoires. Ces comités et ces conseils ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes, le plus souvent jeunes et comprenant les éléments les plus capables et les plus dévoués du peuple hongrois.

Nagy qui a été nommé Premier ministre le 24 octobre, ne prend qu'après cinq jours d'hésitations des mesures acceptables pour les insurgés, comme la suppression de la police de sécurité et l'engagement des négociations en vue du retrait des troupes russes. Le 30 octobre, il constitue un cabinet de coalition ainsi qu'un directoire de six membres à la place du PC dissout. Enfin, le 1er novembre, il annonce que la Hongrie quitte le pacte de

Un bloc d'immeubles durement touché par le tir russe.



Des chars soviétiques mis hors combat à Budapest





Le 2 novembre : des dizaines de chars gardent le carrefour à l'entrée du pont du Danube.



Des refugiès hongrois mettent le pied sur la rive autrichienne.

Varsovie et devient neutre.

Mikoyan et Souslov, qui se trouvent à Budapest les 27-30 octobre, approuvent le pluripartisme, mais il règne une grande confusion à Moscou. Les vieux staliniens comme Molotov et Vorochilov poussent à l'intervention militaire tandis que le maréchal Joukov semble chercher une solution politique.

Après avoir consulté les pays satellites, discuté avec les Chinois et avec Tito, la direction soviétique opte pour l'action militaire. L'attitude des Occidentaux leur suggère également cette solution. L'intervention franco-britannique en Egypte après l'attaque israélienne du 29 octobre tout autant que les émissions de l' "Europe libre", ont fait comprendre aux Russes qu'ils ne devaient craindre aucun obstacle militaire ou diplomatique pour "résoudre" la question hongroise. Dans l'après-midi du 3 novembre, les généraux soviétiques font venir à leur quartier général de Tököl, près de Budapest, le ministre de la Défense, Paul Maléter pour continuer, disaient-ils, la renégociation du traité de Varsovie. C'est un guet-apens, Maléter et toute la délégation sont arrêtés par le KGB pendant que les chars encerclent la capitale et déclenchent l'offensive au petit jour du 4 novembre.

Pour échapper à l'arrestation, Nagy et ses proches se réfugient avec quatre autres membres du directoire du Parti à l'ambassade de Yougoslavie tandis que les combats de rue se poursuivent encore pendant quelques jours. Ils auront fait, selon les statistiques officielles de 1957, 2 700 morts (dont 1 330 ouvriers, 44 étudiants et 196 élèves) et près de 200 000 personnes ont quitté le pays jusqu'à la fin de décembre 1956.

Jànos Kàdàr faisait partie du directoire et il a déclaré le 1er novembre que *le soulèvement du peuple hongrois a conquis la liberté et l'indépendance.* Il disparaît ensuite, se rend chez l'ambassadeur soviétique, Youri Andropov, puis s'envole à Moscou pour ne revenir que le 7 novembre dans les fourgons de l'armée russe. Son régime sera le fossoyeur des conquêtes sociales de la Hongrie, après avoir organisé une terrible répression. En 1986, un historien hongrois a recensé 300 exécutions et 16 000 condamnations. *Il y a eu*, écrit M. Molnàr, *presque autant d'exécutions à la suite de la révolution de 1956 que leur nombre cumulé lors des trois répressions historiques de 1849, de 1919 et de 1945.*

Julien Papp

Bibliographie

N. Barber, 7 jours de liberté. La révolution hongroise de 1956, Elsevier, Paris/Bruxelles, 1976.

F. Fejtö, Histoire des démocraties populaires, t.2. Après staline 1953/1971, Ed. du Seuil, 1969.

Gy. Litvàn (sous la direction de), La révolution hongroise de 1956. Réforme, soulèvement, lutte d'indépendance, répression, Ed. Scolaire, Bpest, 1991.

S. Kopàcsi, Au nom de la classe ouvrière, R. Laffont, 1979.

J.J. Marie-B. Nagy, Pologne-Hongrie 1956. Documents, EDI, 1966.

M. Molnàr, Victoire d'une défaite, Fayard, 1968.

Histoire de la Hongrie, Hatier, 1996.

Maléter, qui sera arrêté avec sa délégation par les Russes



Un révolutionnaire, Istvan Angyal, devant le tribunal. Ce jeune ingénieur des travaux sera exécuté avec bien d'autres.



Nagy et ses gardiens au moment où la peine de mort est prononcée le 15 juin 1958 à 17h30.



SAMEDI, à 11 h. 30, PLACE DES CARMES
Le Chef du gouvernement provisoire de la République s'adressera aux ouvriers français

L'Union départementale des Syndicats du Puy-de-Dôme invite les travailleurs clermontois à se rassembler en masse pour entendre ce discours.



Directeur de la Publication : Maurice HELLOIN
Tirage autorisé : 32.000

ORGANE REGIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
RÉGION D'AUVERGNE

Nouvelle série. — 2e Année. — N° 53 PRIX: 2 FRANCS SAMEDI 30 JUIN 1945

REDACTION ADMINISTRATION
43, Avenue des États-Unis 43
CLERMONT-FERRAND

SAMEDI 30 JUIN, A 21 H.
salle des fêtes de la Maison du Peuple
Louis SAILLANT
secrétaire de la C. G. T.
prés. du Conseil national de la Résistance
prononcera un très important discours d'une portée capitale

Au Xe Congrès du Parti Communiste Français

Dans un rapport magistral Maurice THOREZ a préconisé

Une politique de **Renaissance** du pays par le développement de la production

Un renouvellement de la **Démocratie** par l'élection d'une Assemblée Nationale souveraine

La réalisation de l'**Unité** par la Constitution du Grand Parti ouvrier français

Le Xe Congrès du Parti communiste s'est ouvert mardi, à Paris. Deux mots traduisent l'impression générale : *Grandeur, Sûreté.*

Aux murs des portraits : les morts, grandis par leur sacrifice. Des banderoles avec des mots d'ordre :
RENAISSANCE FRANÇAISE, DEMOCRATIE, UNITE.
EN AVANT POUR LE GRAND PARTI OUVRIER !
ELECTIONS POUR UNE ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Pour une République démocratique

« C'EST l'ampleur et la qualité de notre production industrielle qui mesureront toute la grandeur de la France. »

C'est par ces mots que Maurice Thorez a commencé la partie de son discours consacrée à la renaissance de notre pays : il a brossé un tableau très précis de la situation des différentes branches de notre économie : il a souligné que nous nous trouvions partout en présence d'un même marasme. Et une analyse

Après le discours d'ouverture de Raymond Bossus, Maurice Thorez monte à la tribune, sous un tonnerre d'applaudissements. Son rapport qui dure cinq heures sera écouté avec la plus profonde attention et souligné fréquemment de rafales d'applaudissements.

Tout d'abord il pose une question « Comment refaire effectivement et le plus vite possible, une France vraiment grande et libre, indépendante et démocratique ? » A cela le Congrès répondra, dit Maurice Thorez, affirmant ainsi que la démocratie la plus large existe au sein du Parti Communiste.

Le rapporteur rappelle le congrès d'Arles en décembre 1937 où le Parti avait démontré que « les 200 familles dominant l'économie et la politique du pays conduisaient la France à sa perte. »

Puis la lutte incessante, par tous les moyens, contre l'ennemi mortel de la France, le fascisme hitlérien.

Maurice Thorez démontre minutieusement le mécanisme de la trahison et oppose le patriotisme et la conscience de la classe ouvrière à l'incurie et au sabotage des trusts.



Maurice THOREZ
secrétaire général du Parti

Les Cheminots participent à la renaissance française

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE CONDUISAIT A LA GUERRE

Le rapport du Comité central au congrès de Villeurbanne en janvier 36 disait entre autres :

L'entreprise italienne en Afrique doit être considérée comme la première étape du conflit armé pour le bouleversement à coups de canon de la carte de l'Europe et de l'Asie.

Personne, s'écrie Maurice Thorez, n'a vu plus clair que le Parti Communiste !

A ces mots éclate, dans tout le congrès, une ovation interminable.

En 1937, au congrès d'Arles, ajoute l'orateur, notre Parti préconisait l'union avec les trois Grands, l'entente avec la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique et les Etats-Unis dans un large front de la paix.

LA VERITE SUR 1939

Après le honteux Munich, les députés communistes furent seuls à voter contre (sauf deux isolés) et à dénoncer le complot contre les peuples et la démocratie contre la France et l'Union Soviétique.

Il est clair maintenant pour tous que nos gouvernants d'alors, avec ceux de Londres, portent la responsabilité de la rupture des relations avec Moscou en août 1939, et de ses suites. C'est en accusateurs que les communistes parlent de la politique appliquée à cette époque. (Vifs applaudissements. Le Congrès, debout, acclame l'orateur).

Et après avoir, par une argumentation précise, souligné l'attitude antisoviétique des gouvernements français et anglais d'alors, M. Thorez ajoute :

Tout honnête homme ne peut conclure que de la façon suivante : il n'y eut jamais de collusion germano-russe, encore moins de trahison russe. »

Il y eut, comme dit Pertinax, des provocateurs qui voulaient « attirer sur l'Union Soviétique les hostilités de Hitler »

Où en serait la France, s'écrie notre secrétaire général, où en serait le monde, sans la glorieuse Armée Rouge, sans le maréchal Staline ! (Ovation enthousiaste. Le Congrès, debout, acclame longuement le maréchal Staline.)

Pendant cette « drôle de guerre », faite en réalité au peuple français et aux communistes, les traîtres Laval, Doriot, de Brinon travaillaient pour Hitler. Les communistes, au contraire, [illegible] la Direction du Parti [illegible] en sa qualité de secrétaire général du [illegible] ressources de la France. « Vichy, c'était l'antiFrance ! »

Et Maurice Thorez démasque la démagogie « anticapitaliste » de Vichy : il n'y a pas de socialisme là où subsiste le mode de production capitaliste, et le règne des trusts protégés par Hitler fut sans partage sous le régime de Pétain.

Quant au « retour à la terre », était-ce autre chose qu'un reflet des craintes réactionnaires devant la classe ouvrière et une capitulation devant l'impérialisme allemand, qui prétendait se réserver le monopole industriel ?

L'AGRESSION HITLERIENNE CONTRE L'UNION SOVIETIQUE

En juin 1941, poursuit Maurice Thorez, Hitler attaquait l'Union Soviétique. La Résistance française, stimulée par la lutte héroïque de l'Armée Rouge, se développa considérablement.

Du seul fait que Hitler transférait, à l'Est, la masse de ses divisions, la lutte armée contre les forces d'occupation devenait, dans notre pays, possible et nécessaire

LA VICTOIRE

Le 8 novembre 1942, les forces anglo-américaines, à qui la résistance héroïque de l'Armée Rouge et les immenses sacrifices du peuple soviétique avaient donné le temps de se préparer, débarquaient en Afrique du Nord.

Le 19 novembre, l'Armée Rouge prenait l'offensive devant Stalingrad et commençait sa marche irrésistible vers l'Ouest qui devait la mener [illegible]

Pour l'élection d'une Constituante souveraine

Le Parti communiste et le Parti socialiste viennent de faire une déclaration commune au sujet de l'élection de l'Assemblée constituante : Sur ce sujet comme pour les nationalisations, l'épuration, on constate avec plaisir la communauté de vue existant entre les deux partis ouvriers.

Voici le passage du discours de Maurice Thorez consacré à cette question :

Aujourd'hui, le Comité d'entente socialiste-communiste engage une campagne pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine.

Par ailleurs, le Parti communiste estime que la future Constitution devra assurer au peuple :

1. Intégrité du pouvoir aux élus du peuple, révocables à tous instants, et formant une assemblée unique ;

2. Représentation proportionnelle à toutes les élections droit de vote à 20 ans pour tous les citoyens et citoyennes, soldats y compris ;

3. Large autonomie financière et politique aux communes et aux départements [illegible]

Le Parti Ouvrier Français

Un aspect oublié de la vie politique à la Libération

Dans la Résistance, communistes et socialistes ont lutté ensemble, et la Libération prochaine ne doit pas, c'est du moins le sentiment des militants de base, faire disparaître ces liens.

Dès le mois de décembre 1944, le PCF et le PS se rencontrent. Les deux délégations créent un comité d'entente.

Malheureusement, la politique "politicienne" va reprendre ses droits assez rapidement. Les communistes veulent des listes communes de la Résistance à toutes les élections et la création d'un parti unifié de la classe ouvrière. En somme, faire un anti-congrès de Tours (1).

Les socialistes se méfient de l'influence énorme du PCF dans les Comités Locaux de la Libération, acquise dans la lutte contre les allemands. Ils s'intéressent beaucoup aux débats internes du MLN, mouvement politique issu de l'union de plusieurs mouvements de Résistance. Certains d'entre eux, Blum en particulier, espèrent la constitution d'un grand parti travailliste à la française, bien loin de la fusion proposée par le PCF.

Le Xème congrès du PCF – juin 1945

Maurice Thorez, alors Secrétaire Général, présente son rapport.

Il préconise 3 axes pour la France :

– Une politique de Renaissance du pays par le développement de la production.

– Un renouvellement de la Démocratie par l'élection d'une Assemblée Nationale souveraine.

– La réalisation de l'Unité par la Constitution du Grand Parti ouvrier français (POF).

C'est le 3ème point qui nous intéresse ici. Qu'un grand parti politique, au plus haut de son influence (2), propose la fusion à un autre parti est rarissime.

Il répond à une proposition du PS. Lors du congrès socialiste de novembre 1944, Jules Moch (3) rapporte une motivation votée par acclamations qui stipule : *"Le Parti Socialiste renouvelle solennellement au PCF avec sa loyauté et sa traditionnelle bonne foi l'offre d'unité déjà faite dans la lutte clandestine".*

Le Congrès communiste ratifie cette proposition et adopte une Charte d'Unité en dix points, fortement marquée par son propre programme.

La Charte, publiée dans l'Humanité du 12 juin 1945, propose :

1 - Destruction du capitalisme par les luttes démocratiques, Dictature du prolétariat, Vers le communisme.

2 - Lutte contre le racisme et le colonialisme.

Préambule de la Charte d'Unité proposée par le X[ème] congrès du PCF (juin 1945)

"Le Parti ouvrier français est donc le parti qui vise à la disparition de la dictature du capital et à l'instauration d'un Etat assurant l'exercice du pouvoir à la classe ouvrière pour briser, avec l'aide de ses alliés naturels des villes et des campagnes, les efforts de la réaction et préparer l'acheminement vers la société sans classe qui permettrait le plein épanouissement de la personne humaine.

Le Parti ouvrier français ne défend pas seulement les intérêts immédiats et à venir des ouvriers, il défend aussi les intérêts présents et futurs des paysans, des petits commerçants, des artisans, des intellectuels, des employés et de tous ceux qui sont victimes de l'exploitation et de la rapacité des trusts.

Il travaille à unir l'ensemble de la population laborieuse dans un même combat contre le capitalisme et pour l'avènement d'une société où l'homme ne sera plus exploité par l'homme".

3 - Soutien au pays socialistes, à l'URSS de Lénine et Staline.

4 - Internationalisme prolétarien.

5 - Liberté totale de décision du POF.

6 et 7 - Centralisme démocratique.

8 - Unité idéologique du POF.

9 - Le POF dirige "l'action des masses populaires".

10 - Le POF lutte dans le cadre de la légalité.

Marcel Cachin, un des principaux acteurs du Congrès de Tours et parfaitement au courant de l'histoire des relations entre les deux partis déclara, parlant de cette Charte : *"De bonne foi, je n'y trouve pas un mot qui ne puisse être souscrit par un camarade socialiste"*. Le Comité Directeur du PS s'étonna de la méthode employée et renvoya la réponse au congrès socialiste prévu en août.

Jacques Duclos, qui dirigea le PCF dans l'illégalité, soutient cette orientation.

Il rappelle les dégâts de la désunion dans l'histoire du mouvement ouvrier, évoque l'unité dans la Résistance et dans les camps de la mort.

Il retrace les efforts de la Libération vers l'unité, notamment le Comité d'Entente et déplore que certains socialistes fassent des listes avec le MRP, parti démocrate-chrétien, regroupant des résistants authentiques et des hommes de droite.

Il affirme que le parti unifié sera un outil au service des travailleurs, des libertés, de la laïcité.

Dominique Desanti, alors jeune intellectuelle communiste, décrivit dans *Les Staliniens* l'enthousiasme qui souleva la salle durant ce discours. Ce qui l'étonna d'autant plus de constater – elle écrit en 1975 – : *"Aujourd'hui, même parmi les anciens Résistants les plus unitaires, bien peu se rappellent ce projet pratiquement mort-né..."*

Le sigle choisi ne doit sans doute rien au hasard.

Historiquement, le premier POF, dirigé par Jules Guesde, a reconstruit le mouvement socialiste décimé par la répression de 1871 contre la Commune de Paris, et fondé en 1905 le premier PS avec le courant jauressiste.

Pour faire avancer l'unité concrètement, Jacques Duclos propose des réunions communes de tous les organismes des deux partis à tous les niveaux, des positions communes des ministres PS-PC, l'unité de candidature dans les élections, la participation de socialistes à la presse PC et vice-versa.

La réponse socialiste

Léon Blum avait alors une très grande influence sur le parti. Acteur de l'unification socialiste de 1905 et de la scission de 1920, il se trouvait donc personnellement impliqué. Plutôt réservé à l'égard de la proposition communiste – dans son livre *A l'échelle humaine,* il qualifie le PCF de "parti nationaliste étranger", il n'eut aucun mal à convaincre ses camarades de la direction du PS.

Avec son talent littéraire habituel, il publia du 5 juillet au 7 août 1945, dans le journal socialiste *Le Populaire,* une série d'articles, sous le titre générique "Le problème de l'unité", qui posaient tous les problèmes de fond : histoire des rapports entre les deux partis, liens avec l'URSS, internationalisme, les rapports entre ex-socialistes et ex-communistes dans le Parti Ouvrier réunifié, les candidatures uniques dès le premier tour des élections, etc.

Marcel Cachin, qui milita dans sa jeunesse avec Léon Blum, lui répondit dans *l'Humanité* du 14 juillet 1945 :

> *"Nous nous garderons ici de toute polémique et nous ne ferons rien qui puisse compromettre le succès final et rapide d'une unité aussi nécessaire".*

Profession de foi généreuse mais qui ne répondait pas aux questions soulevées par Léon Blum.

De fait, les dirigeants socialistes se rallièrent à une politique dite de Troisième Force et à une politique extérieure exclusivement occidentale et pro-américaine.

Comme doctrine, ils avaient leur "marxisme" – peu clair –, et leur "internationalisme", qui se résumait surtout à leurs bonnes relations avec le Labour Party anglais.

Blum, devant le Congrès du PS du 12 août 1945, développa son argument favori :

> *"Sans le socialisme, la démocratie est imparfaite, sans démocratie, le socialisme est impuissant".*

Autrement dit, pas de socialisme sans démocratie et vice-versa.

Quelques délégués de province craignirent de décevoir la classe ouvrière. D'autres parlèrent de l'exemple italien, où l'unité PS-PC allait très loin.

Mais André Philipp expliqua le danger d'absorption des socialistes dans le parti unifié et Daniel Mayer reprocha aux communistes leurs liens avec l'URSS.

Le Congrès vota pour des listes homogènes ou avec l'UDSR (4), que les communistes accusaient d'avoir divisé la Résistance et d'être une force réactionnaire et reporta les négociations sur l'unité après les élections.

Une motion de Jules Moch posa tellement de conditions qu'elle constituait un refus.

Le dernier paragraphe montrait l'opposition des dirigeants socialistes à toute discussion sur l'unité ailleurs qu'à l'échelon supérieur.

Vincent Auriol, que l'Assemblée élira Président de la République en 1947, avait rédigé un projet de Charte d'unité. Les fédérations le reçurent avant le congrès mais ce texte ne fut pas vraiment discuté.

Les délégués rejetèrent l'unité organique PS-PCF par 10 112 mandats contre 274 et 212 abstentions.

Une déclaration précisa que les conditions qu'elle suppose *"sont loin d'être réalisées du côte du parti communiste, et notamment celle qui veut que*

l'on se consacre au service exclusif du monde du travail dont la liberté exige celle de la nation, donc n'être ni lié à un gouvernement étranger, ni même influencé par lui et conserver sa pleine liberté de critique et de jugement".

Dans ces conditions, le climat va se détériorer assez rapidement. En janvier 1946, le Parti Socialiste dénoncera au Comité d'Entente la *"campagne anti-socialiste du Parti Communiste"* et exigea de *"celui-ci que cessent avant toute reprise de l'unité d'action, les attaques contre ses militants ou ses leaders"* (5).

La base s'en mêle

Un vieux rêve

Ce qui n'aurait pu sembler qu'une péripétie de congrès, correspondait réellement à un désir de la base des deux partis, puisque les militants prirent parfois la chose au pied de la lettre.

Cet espoir avait d'ailleurs un support réel : la CGT d'avant-guerre s'était reconstituée, avec une direction bicéphale, le communiste Benoît Frachon et le socialiste Léon Jouhaux, qui sera en 1948 un des acteurs de la 3ème scission de la CGT.

La scission de Tours représenta pour les communistes la naissance du Parti révolutionnaire dont la classe ouvrière avait besoin. Mais beaucoup de militants, qu'ils soient communistes ou socialistes, la vécurent comme la division du Front Ouvrier face au patronat, très uni, quant à lui.

En 1945, les anciens rêvaient toujours à la réunification et avaient transmis leur espoir à leurs enfants.

Un article d'Yvon Morandat député gaulliste mais proche des communistes – il collabora à l'hebdomadaire *Action* –, décrivit parfaitement ce sentiment.

"Le Parti Ouvrier Français

Depuis quelques mois, le Parti Communiste Français vient de réveiller un vieux rêve qui depuis des années hante l'esprit de tous les prolétaires, en proposant la création d'un Parti Ouvrier Français, réalisant l'Unité de la classe ouvrière.

Je voudrais que tous, ici, compreniez bien que pour des travailleurs et des militants de la classe ouvrière, la formule "Unité Ouvrière", est comme une parole magique, une espèce de "sésame" ouvrant les portes d'un monde merveilleux qui serait la société socialiste de demain. Je crois qu'il faut avoir été l'un et l'autre pour le sentir vraiment. Et je ne connais pas de vrai militant ouvrier, qu'il soit socialiste, communiste, ou chrétien, qui au fond de son cœur ne souhaite cette unité.

Je sais bien les arguments que l'on peut opposer à sa réalisation. Je sais que dans le moment présent cette unité n'est pas souhaitable. Mais ne nous leurrons pas, cette unité se fera tôt ou tard parce que, historiquement, elle doit se faire et que les désirs de la masse sont qu'elle doit être. La raison n'y peut rien, les hommes n'y peuvent rien, nous n'y pouvons rien.

Ce que nous pouvons et ce que nous devons faire, c'est de faire en sorte que cette unité soit réelle et solide, qu'elle ne se fasse pas en éliminant les idéaux que sont les nôtres. Car si cette unité se faisait sur le dos de la liberté, c'est un recul qu'elle marquerait et non un progrès.

Il ne s'agit donc pas, comme certains le craignent, que l'Unité devienne la communisation totale de la classe ouvrière. Je ne crois d'ailleurs pas que cette éventualité soit inéluctable. Mais pour qu'elle ne le soit pas, il faut carrément chercher à dépasser le stade actuel du communisme, le degré de civilisation de l'Europe occidentale devant nous le permettre.

Nous ne devons pas combattre l'unité ouvrière, mais au contraire, si comme nous le prétendons, nous sommes partisans de l'émancipation de l'individu, si nous voulons la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, nous la favoriserons, nous l'aiderons, nous la réaliserons" (6).

Même au congrès socialiste d'août 1945, de nombreux intervenants dont Jean Bernard, secrétaire fédéral du PS en Haute-Loire, refusèrent l'unité immédiate mais déclarèrent travailler à créer un climat qui la favorise (7).

Et donc, tout naturellement, quelques militants se lancèrent dans l'aventure.

Limoges et Agen

Le Monde et *l'Humanité* du 23 octobre 1946 annoncent "Une Fédération Limousine du POF à Limoges", signalent l'existence des amicales du POF, et donnent la composition du comité fédéral : 7 communistes ou

---

Un des articles de Léon Blum:

Deux politiques opposées

On peut l'affirmer sans témérité : l'objectif central de la République des Soviets, le principe directeur de sa politique n'est pas à l'heure présente l'organisation internationale. Il semble même que son "comportement" ne soit pas une coopération ouverte et sans réserve entre Alliés vainqueurs de la guerre. La Russie de Staline joue son jeu propre. Elle conserve un quant à soi quelque peu mystérieux couvrant jusqu'au moment opportun, où elle les abat, ses desseins réels. Je multiplierais les exemples si chacun de mes lecteurs n'était en état de les tirer de la chronique de chaque jour.

Or nous demeurons convaincus, nous socialistes, que la politique internationale de tous les Etats et en premier lieu celle de la France dont nous sommes particulièrement comptables, doit tendre avant tout à la constitution d'un corps international assez vigoureux, doté d'instruments de justice, et, le cas échéant, d'instruments de contrainte assez puissants pour protéger la libre existence, la libre coopération des nations grandes ou petites et pour garantir la solution équitable des litiges qui peuvent les opposer les unes aux autres.

Nous demeurons convaincus que, pour réparer les destructions de la guerre, infiniment plus étendues et plus profondes qu'en 1918, l'effort de production nationale, bien qu'indispensable, ne peut pas suffire et qu'il n'aboutira qu'en s'inscrivant dans le cadre d'une économie internationale.

Nous demeurons convaincus qu'à défaut d'une telle organisation tous les grands enjeux de la guerre, la Liberté comme la Paix, risqueraient d'être remis en cause, car la guerre sort du fascisme et le fascisme, comme l'ont montré les crises économiques des vingt-cinq dernières années, sort naturellement du désordre, du chômage et de la misère, comme les fleurs vénéneuses sortent de certains terreaux.

Cela posé, faisons un effort d'imagination, d'ailleurs facile, et essayons de nous représenter ce qui serait la vie interne du parti prématurément unifié.

Les Etats, surtout les grands, vont, hélas ! laisser à notre charge la plus grande partie du travail que leur devoir était d'accomplir. On ne peut plus espérer que, de leurs conférences, ou de leurs traités, sorte autre chose qu'une ébauche, qu'un fragment, qu'une vague préfiguration de ce qui doit devenir la Communauté humaine et souveraine. Les éléments ex-socialistes tendront, plus énergiquement que jamais, à reprendre l'action déjà entreprise entre les deux guerres pour faire de la Communauté internationale une réalité vivante et puissante, pour la développer, pour la fortifier, pour assurer et armer sa souveraineté. Pour entraîner en ce sens les gouvernements, y compris celui de la Russie soviétique, en dehors duquel le succès est impossible, ils voudront user de toutes les forces de persuasion et de pression du socialisme international. Quelle sera la position des éléments ex-communistes ?

Trouveront-ils en eux-mêmes l'indépendance d'esprit nécessaire pour agir dans une direction qui, à l'heure présente tout au moins, n'est pas celle de la politique de Staline ? Accepteront-ils d'orienter en ce sens l'action internationale ? Accepteront-ils, dès que les circonstances le permettront, de reprendre la propagande en vue de ce désarmement progressif et simultané de tous les Etats qui restera, demain comme hier, la garantie de la caution suprême d'une souveraineté supranationale ? Et s'ils n'étaient pas d'accord, comment l'Unité prématurément établie résisterait-elle à un semblable dissentiment et quelles seraient les conséquences de la rupture ?

Le Populaire, 26 juillet 1945

PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Le 15 novembre 1945 a eu lieu, salle de la Justice de Paix, à Brioude la 1re réunion du Parti Ouvrier Français, décidée respectivement les 4 et 11 novembre par les sections socialiste et communiste.

A l'unanimité des adhérents, des deux sections, la fusion a été votée en prenant pour base la charte d'unité établie par le parti communiste. Chaque section restera affiliée à son parti comme auparavant. Les questions politiques seront discutées en réunion commune ; les dépenses seront supportées moitié par chaque section ; une réunion commune aura lieu tous les mois.

Les trois ordres du jour suivants ont été votés à l'unanimité :

1°) La section du P. O. F. réunie à Brioude :

Considérant que l'existence de deux partis se réclamant de la classe ouvrière est nuisible à l'action des travailleurs,

demande que les Fédérations et Comités directeurs des deux partis, suivent l'exemple des adhérents de Brioude et réalisent l'unité dans le plus bref délai ;

2°) considérant le résultat des élections générales, estime que le pays a manifesté clairement sa volonté de voir réalisé le programme du C. N. R. ;

considérant que, d'autre part, le M. R. P. est composé pour une large part, d'éléments de conservation sociale, ne comprend pas l'obstination des dirigeants socialistes à rechercher coûte que coûte une entente avec cette organisation de droite, estime que l'alliance la plus logique et la plus morale est celle des partis socialiste et communiste en attendant leur unité organique.

Cette alliance suffirait actuellement pour donner une majorité gouvernementale, celle-ci étant d'ailleurs grossie par les élus de plusieurs fractions parlementaires de gauche ;

s'étonne que cette unité d'action n'ait pas encore été réalisée ;

subordonne l'existence du Gouvernement à l'application du programme de la délégation des gauches,

3°) demande, qu'après la fusion totale, la dénomination du nouveau parti soit : « Parti des Travailleurs Français ».

(8)

apparentés, cinq socialistes et trois sans-parti.

Le 26 décembre 1946, *Le Monde* indique que les communistes et les socialistes de Lot-et-Garonne se prononcent pour l'unité ouvrière.

Le Brivadois, 9 mars 1946.

PARTI OUVRIER FRANÇAIS

La réunion mensuelle de la section de Brioude du Parti Ouvrier Français aura lieu mercredi 13 mars, à 20 h. 30, salle de la Justice de Paix. Tous les adhérents, socialistes et communistes, sont priés d'y assister.

Le Bureau.

En Auvergne

La Voix du Peuple, organe régional du P.C.F. en Auvergne, publie le 23 juin 1945 ce communiqué :

"Les délégués à la conférence régionale du Parti communiste des 16 et 17 juin 1945

(...) sont convaincus que les discussions qui ont eu lieu avec la Fédération socialiste du Puy-de-Dôme au moment des élections seront reprises, et enregistrant avec plaisir les résultats obtenus, ils approuvent sans réserve le projet de charge d'unité pour la constitution du Parti Ouvrier Français.

(...) Et ils se séparent en faisant le serment de travailler avec davantage d'ardeur au renforcement du grand parti des fusillés et à la réalisation d'un invincible Parti Ouvrier Français".

Brioude

Les Comités locaux de Libération représentaient l'unité politique de la Résistance. Même si le PCF y était prépondérant, ils regroupaient tous ceux qui s'étaient battus contre les allemands : communistes, socialistes, chrétiens, gaullistes, etc.

Les combats autour de Brioude, – Bar, La Baraque David, le Mont Mouchet, le Bassin Minier de Brassac-les-Mines Sainte-Florine, etc. – firent de celui de Brioude un acteur important de la vie politique locale à la Libération. Le CLL de Brioude publiait l'hebdomadaire *Le Brivadois.*

De novembre 1945 à septembre 1946, les communiqués se succèdent et permettent de suivre la tentative jusqu'à son échec final.

Le 24 novembre 1945, *Le Brivadois* annonce la création du POF.

Le 2 mars 1946, c'est l'annonce d'une réunion sur les événement de Grèce (9).

"Parti Ouvrier Français

La section de Brioude du Parti Ouvrier Français (socialiste et communiste), réunie le 13 février, salle de la Justice de Paix, après avoir entendu les explications de divers camarades au sujet du débat qui a eu lieu dernièrement au siège de l'ONU sur la question grecque :

Est indignée d'apprendre que les peuples ne soient pas libres de disposer d'eux-mêmes et que sous couvert d'aider au relèvement d'un pays, certains gouvernements soi-disant démocratiques fassent uniquement le jeu des forces de réaction ;

s'étonne que les divers gouvernements, membres de l'ONU, n'aient pas eu le courage de prendre position lors du débat précité et en particulier le représentant de la France ;

considérant que le gouvernement actuel grec n'a aucun autorité pour parler au nom du peuple ;

demande que les prochaines élections grecques soient faites démocratiquement, chose qui ne peut avoir lieu avec la présence sur leurs territoires de forces étrangères partisanes".

Le 15 juin 1946, *Le Brivadois* reprend un article d'*Action,* hebdomadaire proche des communistes, signé par un dirigeant national du PCF. Celui-ci ira d'ailleurs plus tard au PSU.

"(...) Non seulement la suprématie du MRP résulte de son équivoque et du blocage sur ses listes de voix hétérogènes. Mais surtout, elle est le produit de la division artificielle du véritable parti du peuple. Division qu'il est grand temps de liquider.

Le premier parti de France est, en fait, le PARTI OUVRIER FRANÇAIS. Il faut qu'il soit la réalité politique de demain.

V. Leduc"

Le PS en Haute-Loire à la Libération

La correspondance de Jean Bernard, secrétaire fédéral du PS avec les dirigeants nationaux du PS, dont Daniel Mayer, alors secrétaire national, et les motions votées par la Fédération Haute-Loire du PS – *Archives de l'OURS* – permettent de s'en faire une idée assez nette.

Durant la guerre, le PS n'a pu maintenir le contact entre ses groupes de base. Le PCF récupéra de ce fait un grand nombre de militants socialistes.

Jean Bernard, une fois la Haute-Loire libérée, dut, aidé d'un autre camarade – Blachon – écrire à la main et expédier à ses frais près de mille lettres à tous ceux siégeant comme socialistes dans les divers CLL du département.

Au début de 1945, Bernard et Blachon, à force de sillonner les cantons, avaient remis sur pied la Fédération : les circulaires circulaient, les adhérents adhéraient. Mais ils faisaient l'essentiel du travail.

Un meeting commun avec le PC se tint à cette époque, ce que Daniel Meyer et André Philipp, autre dirigeant national du PS, reprochèrent à Bernard, au grand étonnement de celui-ci.

Ce meeting, "démonstration de notre bonne volonté commune", fut accueilli par les sympathisants avec beaucoup de satisfaction.

Jean Bernard ajoute même :

"(...) si – ce que ne semble pas probable – la fusion de nos deux partis se réalisait, elle serait acceptée avec joie par l'ensemble des militants du département et j'ai l'impression très nette, pour ne pas dire la certitude que c'est nous, parti socialiste, qui serions à même de prendre la direction de ce département car les dirigeants du PC ne sont pas ici à la hauteur de leur tâche et ses militants s'en plaignent ouvertement".

Il écrit ceci le 24 mars 1945, deux mois avant que *L'Humanité* ne publie

la Charte d'unité proposée par le PC : l'unité des deux partis est donc un sujet de discussion à la base.

Pour remonter la caisse de la Fédération, il édite le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels, ce qui réussit assez bien, et fera précéder le texte d'une préface inédite (10), dans laquelle Daniel Mayer relèvera quelques "erreurs idéologiques". Il exprime ainsi une orientation très à gauche chez les sympathisants du PS.

Plusieurs éléments le confirment.

En juin 1945, les éléments du PS compromis avec Vichy tentent de créer un "Vieux Parti Socialiste SFIO", essayant "de faire passer les anciens partisans du Maréchal Pétain pour les seuls représentants socialistes en France".

Et les socialistes de Haute-Loire craignent que cette opération annonce le retour de Maurice Thilas, ex-député socialiste SFIO et leader socialiste sur Brioude avant-guerre, qui vota les pleins pouvoirs à Pétain.

"De l'avis des militants du département, sa présence au parti serait en tout cas intolérable en raison de sa conduite durant les hostilités" (11).

En fait, la tentative sombra très vite.

Les résultats des élections d'octobre suscitèrent une vague de mécontentement dans les sections – voir paragraphe suivant.

Le 19 novembre, une conférence au Puy des secrétaires de sections adopte trois ordres du jour, tous de la même tonalité, *et tous à l'unanimité*.

Voici celui présenté par la section de Brioude, qui, comme on l'a vu, vient de créer avec le PCF local une section du POF : *le 2ème paragraphe du communiqué qui l'annonce – cf. supra – correspond à peu de choses près au texte en italique ci-dessous.*

"Parti socialiste SFIO
Fédération de la Haute-Loire
Le Puy, le 19 novembre 1945
Ordre du Jour
(présenté par la section de Brioude)

Les Secrétaires de Sections de la Fédération socialiste de la Haute-Loire, convoqués pour information le 18 novembre 1945 par le Bureau Fédéral, considérant le résultat des élections générales estiment que le pays a manifesté clairement sa volonté de voir se réaliser le programme du CNR.

Considérant d'autre part que le MRP est composé dans une grande proportion d'éléments de conservation sociale, regrettent que les dirigeants socialistes paraissent rechercher coûte que coûte une entente avec cette organisation de droite.

Ils estiment que l'alliance la plus logique et la plus morale est celle des partis socialistes et communistes, en attendant leur unité organique. Cette alliance est suffisante actuellement pour assurer une majorité gouvernementale, celle-ci étant d'ailleurs grossie par les élus de plusieurs fractions parlementaires de gauche et le concours de tous les véritables républicains franchement laïques.

Attendu que le malaise grandit chaque jour dans les milieux travailleurs à l'égard de la politique des organes directeurs des deux partis ouvriers, les secrétaires de Sections sont convaincus que, dans l'intérêt du Parti Socialiste, nos responsables ne doivent pas persister dans cette attitude".

Le 16 janvier 1946, le bureau fédéral critique sévèrement la tête du parti : le PS a reculé devant de Gaulle, qui use de "chantage pour faire échec à l'assemblée et à la volonté populaire", le bureau "demande que le groupe Socialiste (à l'Assemblée) fasse preuve de plus de fermeté et de décision dans les débats", que les négociations sur l'entente avec le PC reprennent, il "blâme Vincent Auriol" qui a voté contre le PS, etc.

Les relations PS-PC en Haute-Loire

Le ton entre les fédérations de Haute-Loire du PC et du PS monte au début de 1946. Mais dès 1945, les quiproquos naissent.

Le 27 juillet 1945, la section PS du Puy-en-Velay adopte une motion demandant au Comité d'Entente de *"conduire nos camarades communistes à une plus saine compréhension de l'action commune, condition essentielle de notre unification"*.

L'Humanité du 31 août 1945 annonce des candidatures communes aux cantonales – 23 septembre 1945 – en Haute-Loire. En fait, dans certains cantons, un candidat MLN ou Front National – attention, rien à voir avec Le Pen : c'est un mouvement qui regroupe toute la Résistance ! – se trouve seul face à la Droite. Ils sont d'ailleurs socialistes dans chaque cas. Partout ailleurs, le PS a un candidat, quand il le peut (12).

Le résultat catastrophique – sur 4 sièges de députés, la liste de droite en prend 3, le PC 1, le PS est en 3ème position avec 3 000 voix de moins que le PC et les radicaux s'effondrent – des élections législatives d'octobre va provoquer quelques remous.

Le bureau fédéral a appliqué les consignes nationales : il a donc constitué une liste UDSR-JR-PS. Les JR étaient le Groupement Jeune République, démocrates-chrétiens du courant de Marc Sangnier, créateur des Auberges de Jeunesse en France.

Or Jean Bernard sent un grand mécontentement dans les sections car les militants et "la très grosse majorité de la population ouvrière et paysanne du département" voulaient une liste de coalition Radicaux-PS-PC, qui aurait pu enlever 2 voire 3 sièges.

Les meilleurs candidats, comme Pradin de Brioude, refusèrent de figurer sur une liste qui n'aurait pas été "coalition des gauches".

Jean Bernard craint même le départ vers le PC d'un certain nombre de militants si l'on considère "le manque de dynamisme (du PS), de ce dynamisme puissant que l'on sent dans la moindre section communiste". Le PC fait d'ailleurs un travail de fond afin de récupérer ces militants.

En dernier lieu Jean Bernard demande que le PS reprenne au plus vite les discussions avec le PC sur l'unité organique. Sinon, il craint que la base ne passe à sa réalisation sans attendre le feu vert de l'appareil, situation aboutissant au renforcement du PC et non à l'Unité telle que la souhaite le PS (13).

En mars 1946, une violente polémique éclate entre Pomel, résistant notoire, conseiller général PS, maire de Vergongheon et Biscarlet, le seul député communiste de l'histoire de la Haute-Loire (14).

En mai, Bonin, secrétaire fédéral du PS, rejette l'idée d'une liste commune aux élections. Il dénonce l'offre du PC comme *"une attitude manœuvrière de la part de militants par ailleurs au moins aussi dociles que tous autres à leurs organismes centraux"* (15). Le 7 septembre, il parle du *"cancer dangereux du socialisme qu'est le communisme actuel, secrétaire, chauvin ou impérialiste"* (16).

Le 14 septembre Gibert, du PCF de Haute-Loire, lui répond dans *Le Brivadois* :

"(...) L'ami Bonin nous assure qu'il n'est pas anticommuniste ; il fait bien de nous avertir, on eut pu s'y tromper (...).

Ce qui vous rend hargneux, Bonin, ce sont les attaques du Parti Communiste contre le Parti Socialiste. Appelons les choses par leur nom. Des attaques ? Non ! Des critiques ? Oui ! et fondées comme toute critique bonnête sur des faits et des textes, alors que des affirmations, si péremptoires soient-elles, ne valent pas toujours parole d'Evangile. (...)

Votre article reflète-t-il l'orientation des

socialistes de la Haute-Loire ? Vous ont-ils donné mandat de tout faire pour empêcher la conjonction de nos deux partis en les séparant d'une barrière de malentendus et d'incompréhension ?".

Le 28 septembre, à son tour Bonin répond dans le même journal :

"Les socialistes de la Haute-Loire, dont la majorité – et j'en étais – s'est longtemps prêtée candidement à l'unité, ont fini par comprendre qu'on ne réalisera jamais l'unité avec un parti communiste dont certains militants sincères vous tendent la main tandis que d'autres vous enfoncent des aiguilles dans les jambes. Et ils sont arrivés franchement à cette conclusion qu'on ne peut être présentement à la fois socialiste et communiste : il faut être l'un ou l'autre".

Le même jour, Rocchi, secrétaire du PCF de Brioude, écrit :

"UNIR au lieu de DIVISER

Camarades socialistes, laissez donc M. Bonin à son œuvre de division et joignez-vous à nous pour lutter contre un mauvais ravitaillement, contre le Pouvoir Présidentiel, pour l'organisation de la paix dans le monde et pour une France vraiment démocratique".

Le Parti Ouvrier Français était, cette fois-ci bien mort.

Il faudra attendre 1972 et le Programme Commun de Gouvernement pour retrouver une vraie unité d'action entre les deux grands partis de gauche français.

Pourquoi la tentative a-t-elle échoué ?

La polémique transforma la question de l'Unité Ouvrière en une querelle doctrinale. Très vite, même si elle correspondait à une réelle aspiration, les masses populaires se sensibilisèrent plus aux difficultés de la reconstruction de l'économie et de la vie quotidienne – le rationnement alimentaire ne disparaît qu'en 1949.

Enfin, élément qui mériterait à lui seul une analyse, le traitement que l'historiographie a réservé au POF démontre un vrai malaise. On peut trouver, mais il faut réellement le chercher !

Maurice Thorez, pourtant rapporteur de la proposition communiste, n'en dit pas un mot dans ses mémoires. Il se contente d'allusions *"à l'hostilité haineuse et perfide de Léon Blum et d'autres dirigeants socialistes"*.

Le manuel *Histoire du Parti Communiste Français,* s'il consacre 3 pages au POF, rejette sur le seul Léon Blum la responsabilité de son échec, analyse pour le moins rapide et constat des plus excessif : le rejet de l'Unité organique des deux partis par 93,3 % des mandats du congrès socialiste d'août 1945 traduit bien l'opposition de l'appareil du PS.

L'Histoire de la IVème République de Jacques Fauvet décrit le POF sur un tiers de page.

Celle de Georgette Elgey, pourtant six fois plus volumineuse, prendra 34 pages pour décrire le rapport des forces entre le PCF et de Gaulle, dont 22 pour le seul PCF, sans en dire un mot.

La Gauche en France depuis 1900 ne parle que de *"tentatives de rapprochement entre socialistes et communistes, menées d'ailleurs avec une extrême circonspection"* et expédie l'affaire en 10 lignes sans même citer le sigle POF.

Alors que celui-ci s'il avait réussi aurait changé l'histoire du mouvement ouvrier et international...

Et même à l'époque, seule l'hebdomadaire *Action* essaya de lui donner vie.

Jules Moch, en novembre 1944 et Thorez, le mardi 26 juin 1945, étaient-ils sincères en proposant d'annuler la scission de Tours, ou faisaient-ils un coup politique génial, mais sans lendemain ?

L'important, c'est que des militants les aient pris au mot, essayant de traduire dans les faits les résolutions des congrès de leurs partis : cette histoire reste à écrire, car elle peut éclairer les débats d'aujourd'hui.

Laurent Doussin

Sources

Archives de l'Office Universitaire de la Recherche Socialiste (OURS), Paris.

Le Brivadois, organe du Comité Local de Libération de Brioude. 24 novembre 1945, 19 janvier, 9 février, 2 mars, 6 avril, 15 juin, 14 et 28 septembre 1946.

DESANTI, Dominique. – *Les Staliniens : une expérience politique,* 1944-1956. – Marabout, 1976. – (Grands documents).

ELGEY, Georgette. – *Histoire de la IVème République, Tome I : La République des illusions (1945-1951).* – Fayard, 1965. (Les Grandes études contemporaines).

FAUVET Jacques. – *La IVème République.* – Fayard, 1959. – (Les Grandes études contemporaines).

Guy Mollet, un camarade en république. – Presses Universitaires de Lille, 1987. – (Politiques).

Histoire du Parti Communiste Français (manuel). – Editions Sociales, 1964.

THOREZ Maurice. – *Fils du peuple.* – Editions Sociales, 1960.

TOUCHARD Jean. – *La Gauche en France depuis 1900.* – Edition remise à jour en 1981. – Editions du Seuil, 1977. – (Points Histoire).

VERDIER Robert. – *PS PC, lutte pour l'entente.* – Seghers, 1977.

La Voix du peuple, organe régional du PCF, région d'Auvergne. 16, 23 et 30 juin, 7 juillet 1945.

La Voix Républicaine de la Haute-Loire, organe du MLN.

WERTHE Alexander. – *La France depuis la guerre (1944-1957).* – Gallimard, 1957. – (L'Air du temps).

Notes

(1) Congrès de Tours : en 1920, le PS éclate. La majorité forme le PCF, le reste continue le PS.

(2) 5 000 000 de voix (26 %) aux législatives d'octobre 1945.

(3) Futur Ministre de l'Intérieur, lors de la grève des mineurs de 1948.

(4) Le MLN scissionne en mai 1945. La majorité proche des socialistes fonde avec d'autres petits groupes l'Union Démocratique et socialiste de la Résistance, petit parti de gouvernement, rassemblement centriste, avec François Mitterrand, René Pleven, etc.

(5) *La Voix Républicaine de la Haute-Loire,* organe du MLN, 11 janvier 1946.

(6) *La Voix Républicaine de la Haute-Loire,* 26 septembre 1945.

(7) *La Voix Républicaine de la Haute-Loire,* 24 août 1945.

(8) Conseil National de la Résistance : il regroupait dans la clandestinité tous les partis, de gauche et de droite, en lutte contre les Allemands.

(9) Conséquence directe du partage du monde à la Conférence de Yalta, le soutien des britanniques au gouvernement royal grec provoqua une guerre civile avec l'ELAS, mouvement communiste, jusqu'en 1949.

(10) Lettre de Jean Bernard à Daniel Mayer, 24 mars 1945.

(11) Circulaire n° 11 de Jean Bernard aux secrétaires de section, 5 juin 1945.

(12) Lettre de Jean Bernard à Daniel Mayer, 4 septembre 1945.

(13) Sur les Législatives d'octobre, on peut noter qu'à Brioude les listes communistes et socialiste faisaient jeu égal (711 et 727 voix), derrière la liste de droite, "patronnée par l'Evêché tout puissant" (1 109 voix).

Lettre de Jean Bernard à Daniel Mayer, 22 octobre 1945 et Archives Départementales de la Haute-Loire, dossier 75 W 17.

(14) *La Voix Républicaine de la H-L,* 22 mars et 11 mai 1946.

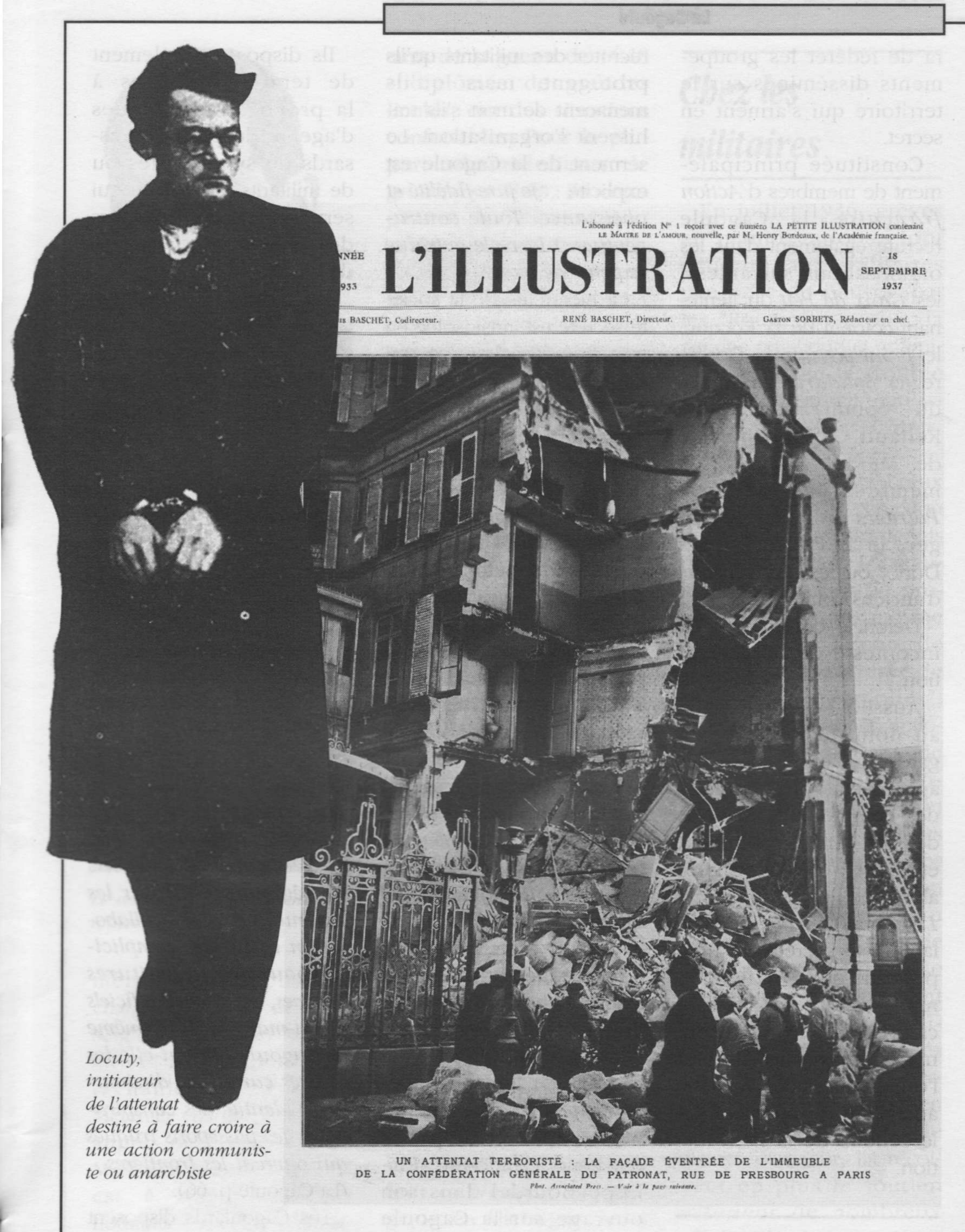
(15) *La Voix Républicaine de la H-L,* 17 mai 1946.

(16) *La Voix Républicaine de la H-L,* 7 septembre 1946.

Pour en savoir plus

BERGOUNIOUX Alain & GRUNBERG Gérard – *Le Long remords du pouvoir, Le Parti Socialiste Français, 1905-1992.*

DONNEUR André. – *L'Alliance fragile, les relations PS PC 1920-1984.* – Montréal : Nouvelle Optique, 1984.


L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION contenant LE MAITRE DE L'AMOUR, nouvelle, par M. Henry Bordeaux, de l'Académie française.

...NNÉE ...933

L'ILLUSTRATION

18 SEPTEMBRE 1937

...s BASCHET, Codirecteur. RENÉ BASCHET, Directeur. GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.

UN ATTENTAT TERRORISTE : LA FAÇADE ÉVENTRÉE DE L'IMMEUBLE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU PATRONAT, RUE DE PRESBOURG A PARIS

Phot. Associated Press. — Voir à la page suivante.

Locuty, initiateur de l'attentat destiné à faire croire à une action communiste ou anarchiste

La Cagoule

Aux élections des 26 avril et 3 mai 1936, le Front populaire avec 370 élus sur 592 remporte un incontestable succès. Un glissement à gauche qui renforce le mouvement revendicatif : les grèves éclatent. Le 4 juin, Léon Blum est logiquement appelé par le président de la République à former le gouvernement. Le mouvement s'étend alors à toute la France. Le peuple de gauche se sent maître de la situation. Malgré les accords Matignon signés le 7 juin, les ouvriers font la sourde oreille et continuent les occupations d'usines. La CGT, les partis communistes et socialistes sont débordés et perdent le contrôle de la situation qui devient révolutionnaire. On sait que le chef socialiste ne fera pas intervenir la force.

De leur côté, modérés et droite nationaliste s'inquiètent : La révolution russe n'a-t-elle pas commencé par des occupations d'usines ? Celles-ci ne sont-elles pas une violation du droit de propriété ? Blum "l'ennemi public numéro un", le "juif exécré" est à la tête des affaires et plus de la moitié de la majorité parlementaire est composée de francs-maçons ! Ce sont tous des marxistes qui soutiennent les "rouges espagnols, tueurs de curés" dans le conflit qui vient d'éclater.

En fait, Blum ne souhaite pas un changement radical, ni Thorez d'ailleurs (il faut savoir terminer une grève !). Sa politique aurait dû rassurer les bourgeois. Mais ceux-ci ont peur du drapeau rouge et des chants révolutionnaires. Le clergé s'inquiète lui aussi de ce gouvernement "d'Antéchrists" et demande aux catholiques de se regrouper pour faire face au "danger Rouge"

La situation semble maintenant favorable à la droite extrémiste pour tenter de prendre la pouvoir par la force. Les déçus de 1934 veulent prendre leur revanche : la "Cagoule" s'organise...

A l'origine on trouve le général Edmond Arthur Duseigneur - chef de cabinet militaire du ministre de l'air Laurent Eyzac - et le duc Pozzo di Borgo, ancien collaborateur du colonel de La Rocque. Tous deux créent l'UCAD (Union des Comités d'Action Défensive) dont le but est de s'opposer à la propagande marxiste qui se développe, et de mettre en place des comités de quartier qui



Eugène Deloncle



Filliol, l'aventurier, investigateur de toutes les violences.

seront armés pour s'opposer aux communistes qu'ils soupçonnent de s'armer eux même.

En juin 1936, Aristide Corre, ami d'enfance de Deloncle, invente l'appellation du mouvement : Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale (OSARN). Les cinq membres fondateurs sont : Eugène et Henri Deloncle, Aristide Corre, Jean Filliol, Jacques Corrèze. Un an plus tard, on supprime le N (National) dans l'espoir d'internationaliser le mouvement. Puis, quand le complot sera découvert, l'association sera connue sous le nom de CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire) à la suite d'une confusion entre le O et le C de la part de la police. Pour l'histoire, on retiendra cette dernière dénomination.

En automne 1936 le CSAR se fond avec l'UCAD de Duseigneur, il s'efforcera de fédérer les groupements disséminés sur le territoire qui s'arment en secret.

Constituée principalement de membres d'*Action française*, la Cagoule recrute également dans les organisations suivantes : les *Croix de Feu* du lieutenant-colonel de la Rocque, le *Front paysan* de Dorgère, la *Solidarité française* du commandant Jean Renaud, le *Francisme* de Marcel Bucard, les membres des *Jeunesses Patriotes* de Pierre Taittinger, le PPF de Jacques Doriot ou les mouvements d'anciens combattants.

Deloncle devient le chef incontesté de l'organisation.

Aussitôt, de La Rocque au nom du PSF met en garde ses amis "contre les agissements provocateurs" des comploteurs. Maurras déclare "être absolument étranger à cette intrigue" alors que Pujo journaliste à *L'Action française* baptise la société secrète du nom péjoratif de "la Cagoule", repris bientôt par les caricaturistes et les chansonniers pour ridiculiser l'organisation de Deloncle au risque de faire oublier le sérieux de la machination.

Une véritable société secrète

Pour Deloncle, ses ennemis sont les communistes, les juifs et les francs-maçons. La franc-maçonnerie est toutefois pour lui un modèle d'organisation dont il s'inspire (rites, serments, signes de reconnaissance).

Les membres de province se trouvent rattachés à la Cagoule par l'intermédiaire de leurs chefs. Ces "parrains" sont chargés de recruter des militants qu'ils protègent, mais qu'ils menacent de mort s'ils trahissent l'organisation. Le serment de la Cagoule est explicite : "*Je jure fidélité et obéissance. Toute contravention à la règle entraîne la peine de mort*".

La hiérarchie de la société secrète est ainsi isolée en tranches étanches, ce qui fait que l'affilié ne connaît pas le nom de son supérieur. Les chefs ne sont d'ailleurs pas désignés par leur nom, ainsi Deloncle est appelé "Marie" et Corrèze "La Bûche". La correspondance secrète se transmet avec un code très sophistiqué.

La cellule de base comprend une dizaine d'homme. L'unité comprend trois cellules sous le commandement d'un chef avec l'appui de trois agents de liaison. Le bataillon comprend trois unités, le régiment, trois bataillons, la brigade deux régiments et la division, trois brigades. Il y a deux divisions à Paris et une brigade pour la banlieue. Cette véritable armée, dont on constate l'importance, est dotée de moyens de transport adéquats, d'un service médical très organisé et de postes émetteurs clandestins. Philippe Bourdel dans son ouvrage sur la Cagoule précise (p. 64) :

Certains Cagoulards sont dotés d'un uniforme complet : veste de cuir, culotte de cheval, casque métallique de couleur marron, deux musettes kaki, tenues par des courroies bleu clair croisées sur la poitrine et dans le dos (elles doivent servir de signe de reconnaissance entre combattants lors des engagements armés), ceinturon. Les officiers portent sur l'épaule gauche une patte de couleur noire garnie d'un galon d'or.

Ils disposent également de tenues destinées à la provocation : tenues d'agents de police, brassards de syndicalistes ou de militants de gauche qui serviront notamment lors des événements tragiques de Clichy.

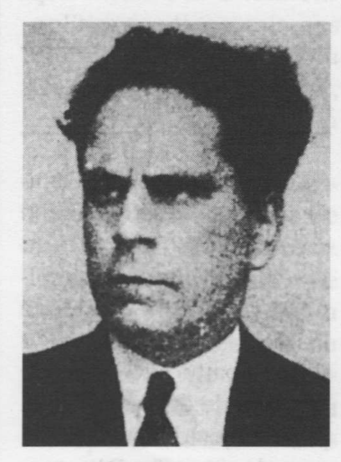
Les dépôts d'armes, cachés dans les caves des villas et des immeubles, montrent que l'organisation avait pu rassembler un arsenal considérable au nez et à la barbe de la police. Est-ce à dire que les policiers étaient complices du mouvement ? Certainement pas d'une manière systématique, puisque c'est grâce à l'infiltration de policiers au sein de l'organisation que le mouvement sera démantelé. Par contre, la complicité de l'armée est indéniable : *Des officiers supérieurs ont, par exemple, fourni au CSAR, à sa demande, des plans théoriques ayant pour objet de réoccuper des points stratégiques tenus par les communistes. Cette collaboration inclut des complicités pour les fournitures d'armes, des cachets officiels d'Etat-major, etc. De même la Cagoule obtient-elle les fausses cartes qui dissimulent l'identité des conspirateurs, les passeports truqués qui ouvrent les frontières...* (La Cagoule p. 66).

Les Cagoulards disposent de plans précis des centrales électriques, des usines à gaz, des canalisations d'eau. Ils savent les endroits névralgiques pour paralyser ou contrôler les services publics (SNCF, métro, autobus, téléphone, électricité, TSF).

Les collaborateurs directs de Deloncle sont ; son frère Henri ; Jacques Corrèze, son fidèle adjoint ; Gabriel Jeantet ancien président des étudiants d'Action française, qui s'occupe de l'approvisionnement des armes ; le docteur Félix Martin, type



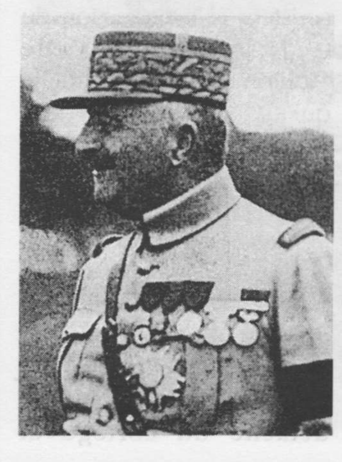
Jacques Corrèze dit "La Bûche" le fidèle ami.



Le docteur Martin, l'homme de toutes les polices.

même du conspirateur, chargé du service des Renseignements ; Jean Moreau affecté au transport et au ravitaillement ; François Méténier chargé de mission auprès de l'entourage de Mussolini puis de Franco. Il est à noter que ces hommes - anciens combattants de la guerre de 14-18 - diplômés de grandes Ecoles, ont des situations confortables. Pour la plupart administrateurs de grosses sociétés, ils complotent par conviction et non pas pour en tirer profit.

Le Maréchal Franchet d'Espérey : il veut en finir avec la République.



Cette gigantesque organisation ne peut fonctionner sans fonds. Il faut bien payer les armes, la location des immeubles et des villas, les travaux effectués, les moyens de transport, ainsi que les agents et certains militants. C'est l'UCAD du général Duseigneur qui se charge pour l'essentiel de taper aux bonnes portes. Il est facile de sensibiliser les patrons dont "la chienlit" occupe les usines. L'argent afflue dans les caisses. La "Ligue des contribuables", présidée par Lemaigre-Dubreuil, directeur des huiles Lesieur et vraisemblablement membre de la Cagoule, y va de son obole. La plupart des fonds collectés viennent des dirigeants de grandes entreprises : La famille Michelin par exemple ou le parfumeur Eugène Schueller, de Monsavon et de L'Oréal.

L'argent recueilli sert en priorité à l'achat d'armes, en Italie et en Espagne mais aussi à qui veut bien leur en vendre, en Belgique, en Allemagne ou en Suisse. On ne saura jamais ni l'importance, ni l'itinéraire des sommes reçues par la Cagoule, mais tout porte à penser qu'elles furent considérables. Le secret qui entoure les tractations permettent de détourner facilement des fonds : ceux qui auront la faiblesse de se laisser tenter seront impitoyablement châtiés.

Les armes qui ne sont pas achetées sont tout simplement volées avec la complicité évidente des officiers ou des ingénieurs des usines d'armement.

Chez les militaires

En juillet 1936, grèves et manifestations, font craindre aux militaires une prise du pouvoir par les "Rouges". De plus, la gauche pacifique et antimilitariste sème le trouble dans les casernes : on va jusqu'à y chanter *L'Internationale.*

Dès 1935, de nombreux officiers, sous la direction du colonel Groussard puis du commandant Loustaunau-Lacau, major de promotion (celle du capitaine de Gaulle) à l'Ecole de Guerre, avaient créé le réseau "Corvignolles", (qu'on appellera par analogie au mouvement de Deloncle *la Cagoule militaire*). Le but de ce réseau est d'éliminer les cellules communistes introduites dans l'armée. Son action aboutit rapidement au démantèlement de près de 200 groupuscules. Le réseau est parfaitement organisé. Des "officiers d'antenne" désignés couvrent l'ensemble du territoire. Ces officiers sont en rapport direct avec le comité directeur, ils reçoivent en plus le soutien extérieur de nombreux officiers de réserve.

Deloncle tente de recruter des officiers dans sa propre organisation. Il fait circuler chez les officiers d'active un document dénommé le "document espagnol", fabriqué de toutes pièces. Il y est expliqué que la milice rouge prescrit l'attaque des casernes dès le début du soulèvement et l'assassinat de tous les officiers, comme cela se passe en Espagne.

Le gouvernement, informé, s'inquiète et procède par prudence à de multiples mutations d'officiers suspectés de menacer la République.

Franchet d'Espérey, maréchal de France depuis 1921 et membre de l'Académie française depuis 1934 soutient les réseaux secrets. C'est lui qui finance au départ la Cagoule militaire et tentera de rapprocher Loustaunau-Lacau de Deloncle.

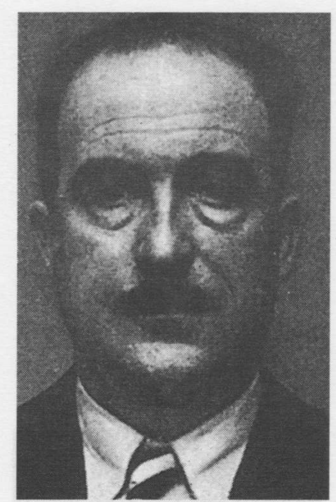
Loustaunau-Lacau rencontre d'abord Duseigneur, président de l'UCAD en décembre 1936, puis l'entrevue avec Deloncle se déroule chez Franchet d'Esperey, le 3 mars 1937. Le but de ce dernier est clair : en finir avec la République. Mais Loustaunau-Lacau se méfie de Deloncle, un homme qu'il trouve dangereux, car sentant la guerre prochaine, il ne veut pas participer à un "coup d'Etat" qui favoriserait l'Allemagne. Les deux

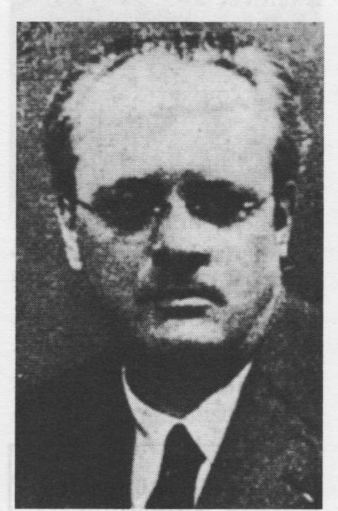
L'ESPRIT DES OFFICIERS DE MARINE

Entre les deux guerres *L'Action française* était devenue pour ainsi dire le journal officiel des carrés. On ne pouvait ni être ni se dire républicain, c'eût été inconvenant. Que de sarcasme contre la "Gueuse". Un des plus excités, sur le porte-avions (Le Béarn), était le lieutenant de vaisseau (...) Lécussan. Il aimait se saouler à la bière, il était certes assez brute, mais aurais-je pu imaginer que, quinze ans plus tard, il deviendrait un assassin, C'est lui qui, le 10 janvier 1944 près de Lyon, tua de sa propre main le professeur Victor Basch et sa femme agés de 80 et 79 ans, simplement parce qu'ils étaient francs-maçons et juifs.

Dans les années 30, le corps des officiers de marine français pris dans son ensemble ne dissimulait aucunement son aversion pour le gouvernement républicain, le régime parlementaire, la liberté de la presse, l'école laïque, les droits syndicaux et les Droits de l'Homme.

Louis de Villefosse, Les îles de la liberté. Albin Michel 1972.


Méténier, chargé de mission auprès de Mussolini et Franco.


L'ingénieur Navachine assassiné au Bois-de-Boulogne.

chefs conservent ainsi leur autonomie et Loustaunau demande de récupérer les officiers passés chez Deloncle, acceptant en contrepartie de rester en contact pour échanger leurs informations sur les communistes.

Les liens avec Mussolini et Franco

La Cagoule collabore à fond avec les franquistes espagnols. Ses émissaires entrent très tôt en rapport avec Franco et le général Molla. Ce soutien arrange bien Franco qui n'a rien à espérer du gouvernement Blum et de son armée. Seuls quelques officiers - surtout dans l'aviation et dans la marine - qui ne cachent pas leur sympathie pour la droite française soutiennent le Caudillo. Le célèbre aviateur Mermoz, membre du PSF, encourage le sabotage des avions destinés à rejoindre l'Espagne républicaine. Filliol lui-même détruit avec des charges plastiques (le 29 juillet 1937) des avions américains garés sur le terrain de Toussus-le-Noble et destinés aux Républicains.

La collaboration de la Cagoule avec l'Italie fasciste est aussi incontestable. Elle est en rapport avec les réseaux spéciaux italiens. C'est Méténier qui s'occupe des tractations. La plus dramatique consiste en l'échange d'une livraison d'armes de 100 fusils Beretta en l'échange de l'assassinat de Carlo Rosselli, antifasciste notoire réfugié en France.

Si les rapports entre la Cagoule et les fascistes italiens et les franquistes espagnols sont notoires, on ne relève par contre aucune trace entre les Cagoulards et les nazis. Cela s'explique par le fait que les dirigeants cagoulards sont presque tous issus de l'Action française dont la germanophobie est bien connue. On verra d'ailleurs, que même dans l'entourage de Pétain, certains anciens responsables de la Cagoule se défendront de "collaborer" avec l'ennemi.


Carlo Rosselli, assassiné à Bagnoles-de-l'Orne.

L'attaque

Le 24 janvier 1937, Dimitri Navachine est assassiné en plein jour, avenue du Parc-des-Princes. Navachine espion à la solde de l'Union soviétique, vient d'être abattu sur ordre de la Cagoule. Ce meurtre a pour objet d'instaurer "la grande peur". D'autres assassinats sont commis dans le même but, notamment celui des frères Rosselli en Juin.

Les provocations veulent engendrer la peur. C'est ainsi que le 16 mars 1937 les événements dramatiques de Clichy peuvent être imputés à la cagoule. Ce jour là quelques centaines de personnes du PSF (nouvelle dénomination des "Croix de Feu" du colonel de La Rocque depuis leur dissolution) assistent à la projection du film "La Bataille". Cette réunion indigne la gauche qui décide de manifester. Des milliers de manifestants se réunissent et forment un cortège avec l'ordre d'éviter toute provocation. Maire socialiste et personnalités locales sont en tête. Vers 21 heures, alors que les gens du PSF sont repartis, un groupe se détache du cortège et

Les bagarres de Clichy sont provoquées par les Cagoulards.



affronte le cordon de police encore présent. Des coups de feu éclatent. On relève cinq morts et plus de deux cents blessés. C'est la première fois depuis l'avènement de Blum au pouvoir que les forces de l'ordre tirent sur le peuple, qui plus est, des manifestants de gauche ! Blum est qualifié "d'assassin des ouvriers de Clichy" par Maurice Thorez.

Pour Blum, la bagarre de Clichy est une provocation qui cache des intentions politiques. Il ne sait pas encore les buts de la Cagoule, à qui on peut, aujourd'hui en attribuer la responsabilité.

Le 11 septembre, à l'instigation de Méténier et de Moreau de la Marne, la Cagoule fait exploser une bombe au siège de la Confédération générale du Patronat 4 rue de Presbourg et une au siège du Groupement des industries métallurgiques 45 rue Boissière tuant deux agents de police en faction. Il s'agissait de faire croire à un attentat communiste ou anarchiste. La presse rend compte dans ce sens et le président du Conseil luimême met en cause les réfugiés espagnols. L'arrestation des anarchistes italiens Tamburini puis Fiomberti semble mettre un point final à cette affaire.

Le double attentat de l'Etoile était le prélude à l'attaque finale.

L'attaque générale était prévue dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937. Il s'agissait d'occuper les points stratégiques selon un plan très précis puis de prendre comme otages - et peut-être "liquider" - des hommes politiques dont la liste sera retrouvée plus tard dans les archives de la Cagoule. Sur cette liste figure le nom de Blum suivi de ceux de ses ministres et de nombreuses personnalités de gauche.

LE TRAVAIL DE LA CAGOULE

— Je vous ai dit : du grenache, et non pas des grenades de derrière les fagots !

Dessin de Dubout "Voilà" du 26 novembre 1937





La Cagoule est tournée en dérision. Ici un bal organisé en novembre 1937 sur le thème de "La Cagoule".

Des prisons (dont celle découverte à Rueil-Malmaison), situées en région parisienne avaient été construites spécialement pour eux. Il avait même été envisagé de se débarrasser "des adversaires et des traîtres" au moyen de poisons selon un système mis au point par un ingénieur diplômé de l'Ecole centrale.

En fait, la police qui mène de nombreuses enquêtes, grâce à ses agents infiltrés, fini par découvrir que l'initiateur du double attentat est un ingénieur des usines Michelin, Locuty, lequel livre aussitôt ses complices ainsi que quelques adresses de dépôts d'armes.

La fin de la Cagoule

L'Etat-major de la Cagoule qui voulait agir vite devient prudent. Les chefs hésitent devant les réticences de l'armée et les découvertes de la police. Le 16 à 5 heures du matin ils donnent l'ordre d'arrêter le mouvement. Le jour même, le parquet de la Seine ouvre une instruction pour complot contre la Sûreté de l'Etat

Un fait nouveau va définitivement permettre de démanteler la société secrète :

Jean-Batiste et Juif étaient deux membres chargés du trafic d'armes, notamment avec la Belgique. Ayant profité d'utiliser à leur profit les sommes reçues, ils sont vite démasqués par les responsables de la Cagoule, qui ordonnent leur mise à mort. Jean-Batiste est assassiné en octobre 1936, et Juif, qui se sait condamné, s'enfuit en Italie. Il est repéré et assassiné à son tour en février 1937. Mais Juif, pour se venger, s'il venait à être tué, adresse une valise à Jean-Batiste, qu'il sait mort, en poste restante dans une sous-préfecture du Nord. Les bagages en souffrance sont ouverts. On y découvre des lettres prouvant un trafic d'armes important. L'enquête minutieuse menée par la police permet, début octobre 1937 de découvrir le trafic d'armes et d'arrêter des complices.

Le 17 novembre la presse divulgue le complot. Des conspirateurs sont arrêtés et des stocks d'armes saisis. Le 19 Moreau de la Meuse est arrêté, le

RAPPORT SUR LES ACTIVITES, LES PLANS ET LES BESOINS DES GROUPES FORMES EN FRANCE, EN VUE D'UNE EVENTUELLE LIBERATION DU PAYS PAR JEAN MOULIN OCTOBRE 1941

Les trois groupes qui confièrent à l'auteur de ces lignes la mission de rédiger et de remettre aux autorités britanniques et au général de Gaulle les messages suivants sont : LIBERTE, LIBERATION NATIONALE et LIBERATION.

Dans le chapitre VI de ce rapport.

Liaison avec d'autres mouvements, *Jean Moulin écrit :*

Nous devrions aussi mentionner l'ex-association des Cagoulards qui a joué un rôle si important dans l'élévation au pouvoir de Pétain. Ici, il y eut, dès le commencement, deux tendances ou plutôt deux partis qui s'opposèrent définitivement : l'un pro-nazi avec Deloncle, l'autre qui espérait jouer le jeu des Britanniques par l'intermédiaire de Pétain, et qui atteint son apogée quand le colonel Groussard, alors leader des éphémères G.P., effectua l'arrestation de Laval. Nous ne parlerons pas de la première tendance. Nous devons toutefois avoir à l'esprit une évolution très nette dans l'opinion des partisans du second Mouvement depuis l'infortune qui frappa Groussard.

Ce dernier fut arrêté après l'une de ses visites en Angleterre, sur l'ordre de Darlan, au moment où il transportait un ordre secret de Pétain. Depuis son emprisonnement à Vals-les-Bains, Groussard a eu amplement le temps de réviser ses opinions, et je tiens de bonne source qu'il a maintenant abandonné les espoirs qu'il nourrissait au sujet du Maréchal. Personnellement, on m'a confié en France la garde d'un dossier très compromettant qu'il a rassemblé sur Pétain et que l'on m'a demandé de publier au cas où quelque chose arriverait à Groussard.

Considérant l'importance de Groussard qui était à la tête de l'Ecole de Saint-Cyr, le berceau des officiers français, son emprisonnement et son changement d'opinion, sans aucun doute sincère, n'ont pu manquer d'avoir eu des répercussions certaines. Des contacts sont maintenant pris entre les trois Mouvements et les alliés politiques du colonel.

Extrait du dossier Jean Moulin, édité par le CRDP de Bordeaux 1977.

25 c'est le tour d'Henri Deloncle, le 26 d'Eugène Deloncle, le 27 de Pozzo di Borgo. Globalement plus de cent personnes sont arrêtées. On apprend que des crimes non expliqués, comme celui des frères Rosselli, sont l'œuvre de la Cagoule. Personne ne se risque à défendre des assassins. Quant à ceux qui ont participé au financement de l'organisation, ils se font oublier.

Le dossier de la Cagoule est bouclé le 6 juillet 1939. L'enquête concernant les militaires avait été étouffée en 1938, sur ordre de Daladier, pour éviter une crise au sein de l'armée. En septembre, c'est la déclaration de guerre. Les détenus de la Cagoule sont libérés. Les exilés reviennent. Mobilisés, ils se battent contre leur ennemi de toujours : l'Allemagne. Darnand, dont l'avenir n'est pas glorieux se conduit en héros et sa photo fait la une de l'hebdomadaire Match, son camarade Agnely trouve la mort, Gabriel Jeantet se retrouve dans la division commandée par de Gaulle.

Des cagoulards autour de Pétain...

Pétain a-t-il appartenu à la Cagoule ? Cette version entretenue dans la presse à la Libération et retenue lors de son procès, est dénuée de tout fondement. Ce qui est certain, c'est que le Maréchal, quoique se disant Républicain, ne voyait pas d'un mauvais œil ces organisations secrètes - notamment la Cagoule militaire - dont il connaissait parfaitement les dirigeants. Les actes constitutionnels promulgués le 11 juillet 1940, montrent d'une manière indéniable la volonté de Pétain de mettre à bas la République. La situation crée par la brutale défaite de nos armées et la prise de pouvoir par "un vénérable Maréchal, vainqueur de Verdun" était absolument imprévisible, et ne peut être considérée comme l'aboutissement de l'action menée en secret par les Cagoulards. Par contre ce nouveau chef convient parfaitement à ces individus avides de pouvoir.


Alibert, ministre de la Justice.

C'est ainsi que se retrouvent dans l'entourage du Maréchal d'anciens Cagoulards : Méténier, nommé par Groussard chef du service de protection de Pétain ; Gabriel Jeantet, attaché de cabinet ; Alibert qui sera ministre de la justice le 13 juillet 40 ; le Dr Martin, l'homme des fichiers, qui sera de toutes les intrigues du Parc de Vichy. Ces hommes joueront un rôle de premier plan dans l'arrestation de Laval, le 13 décembre 1940. Méténier sera arrêté à Paris par les Allemands trois jours plus tard ainsi que le docteur Martin.

Un étrange rapport sur la *Synarchie*, dont les Américains de Vichy confirment l'existence, est remis à Pétain en 1941. Le rapport met en cause "une véritable mafia d'anciens polytechniciens groupés dans une société secrète à ramifications internationales et ne reculant devant rien". La Cagoule ayant eu à sa tête de nombreux polytechniciens, on a voulu établir un rapport entre celle-ci et le MSE. (Mouvement Synarchique d'Empire) alors que les buts déclarés étaient différents. La vérité sur cette mystérieuse association n'a jamais été établie.

Les personnages de la Cagoule qui gravitent autour de Pétain pour défendre la *Révolution nationale* ont des destins différents, étranges et contradictoires. Deloncle, fonde la Légion des Volontaires Français (LVF), quoique germanophobe, il revêt l'uniforme allemand et envoie à la mort des centaines d'hommes (il n'y eût guère plus de 2000 volontaires, pour la plupart d'anciens Cagoulards) par conviction antibolchéviste. Il sera abattu par les hommes de la Gestapo qui se méfiaient de lui.

Darnand, le transporteur niçois qui transitait les armes achetées aux Italiens, le fameux héros de la guerre se retrouve en août 40 responsable dans les Alpes-Maritimes de la *Légion des Combattants,* fondée en zone libre pour regrouper les anciens combattants fidèles au maréchal. En 1941 il prend la

La photo de Darnand fait la une de "Match" du 21 mars 1940.



L'AVIS DE BRASILLACH

Il y eut un grand procès La Rocque où le chef du PSF fut accusé d'avoir reçu des fonds du ministère Tardieu. Dégoutés des partis, les jeunes organisèrent des sociétés secrètes à la mode des Carbonari. Les premiers étaient des dissidents *d'Action française*, noyautés par la police, les cagoulards. En même temps s'étaient formés en province en particulier, des sociétés de défense contre le communisme. Tout le monde sait qu'il y eut des ententes entre les commandants de place et les notables de villes pour parer, éventuellement, à un mauvais coup.

Nous savons qu'il y eut dans ces organisations des indicateurs de police, des canailles, des énergumènes, des cornichons, et une majorité de courageux garçons tentés par les vertus de l'action. La Cagoule servit d'épouvantail au Front Populaire, et fut la réponse à tout.

R. Brasillach, Notre avant-guerre. Plon 1941.

tête du SOL (Service d'Ordre légionnaire) dont un certain nombre rejoindra la *Légion Tricolore*, équivalent de la LVF. Puis en 1943, il propose ses services au BCRA à Londres. De Gaulle refuse, Darnand rejoint alors la Gestapo et devient chef de la *Milice* qu'il met au service des Allemands pour traquer les Résistants.

...mais aussi chez de Gaulle

En dehors de ceux qui jouent la carte Pétain, il y a ceux qui rejoignent de Gaulle.

Les cagoulards sont à Londres, dans l'entourage du général de Gaulle, dès l'origine. Ils y viennent par deux voies différentes : les uns répondent sincèrement à l'appel radiodiffusé, les autres sont là pour tenter un rapprochement Londres-Vichy.

Le colonel Dewavrin, dit Passy, nationaliste intégral qui s'est toujours défendu d'avoir appartenu à la Cagoule, n'en avait pas moins approché les membres de la Cagoule militaire. On le trouve à Londres au mois de juillet 1940. De Gaulle en fait son confident, son conseiller. Il fonde le BCRA, devenant en quelque sorte le chef de la police gaulliste. Passy avait naturellement constitué son entourage avec ses anciens camarades de l'Ecole Polytechnique, Corvisard et Bienvenue par exemple proches de la Cagoule. On pourrait citer aussi : Maurice Duclos, le capitaine Fourcaud, Roger Wybot, François Girard, Louis Renouard, le commandant de Person, Etienne Cauchois ou le commandant Pierre Simon.

Le cas de Maurice Duclos est particulièrement intéressant. Ancien trafiquant d'armes cagoulard en 1937, Duclos rejoint de Gaulle en juillet 1940. Il est intégré avec son ami le capitaine Fourcaud au BCRA pour assurer des missions en France occupée. Sous le nom de "Saint-Jacques", il rencontre, le 18 août, son ami Gabriel Jeantet qui le conduit à Vichy où il est reçu dans l'entourage du Maréchal. Duclos regagne Londres avec un passeport officiel, fourni par l'administration de Vichy. Parachuté en Dordogne dans la nuit du 14 au 15 février 1941, il se blesse à l'atterrissage puis tombe entre les mains des gendarmes. Transporté à l'hôpital de Périgueux, les Services de renseignements sous les ordres de Jeantet organisent son évasion.

En juin 1942, Duclos est nommé par Passy chef de l'AEC (Actions, Etudes et Coordinations de sabotage). Son réseau, "Le Réseau Saint-Jacques", fait sauter les transformateurs du Creusot et par une série d'actions de sabotages prépare le "Jour J". A la Libération il fait courageusement la guerre, des plages normandes jusqu'en Belgique, puis la guerre terminée part pour l'Amérique du Sud. En 1948, il revient volontairement à Paris pour figurer parmi les accusés du procès de la Cagoule.

En octobre 1948, dans une indifférence générale, a lieu le procès des Cagoulards, dont certains sont morts (Deloncle, Duseigneur, Moreau de la Meuse), et quatorze en fuite. Le verdict rendu le 17 novembre, condamne à la prison à perpétuité Jakubiez, compromis dans l'assassinat des frères Rosseli ; Méténier écope de vingt ans pour les attentats de l'Etoile. Les autres peines vont de un à dix ans de prison.

Ce procès n'apporte que peu de clarté dans cette affaire. Les juges montrent une étonnante discrétion à savoir d'où venaient les fonds, et esquivent prudemment le rôle des militaires.

G. Pelletier

Bibliographie

Philippe Bourdrel, La Cagoule, Albin Michel 1970.

Christian Bernadac, Dagore les carnets secrets de la Cagoule. France-Empire1977.

Rémy Handourtzel et Cyril Buffet, La collaboration... à gauche aussi.

Henri de Kérillis, De Gaulle Dictateur, Beauchemin 1945.

Du Moulin de Labarthète, Le temps des illusions. A l'Enseigne du Cheval Ailé 1946.

Michèle Cointet - Labrousse, Vichy et le Fascisme. Ed. Complexe 1987.

Nerin E. Gun, Les secrets des Archives américaines, A. Michel 1979.

Beau de Loménie, Les responsabilités des dynasties bourgeoises Tome V.

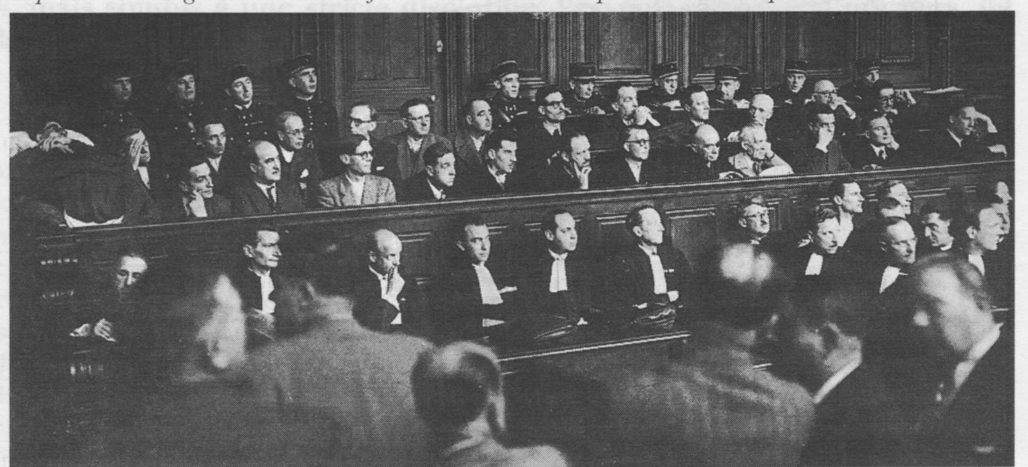
Alexandre Zévaès, Histoire de la Troisième République.

Jacques Delperrié de Bayac, Histoire du Front Populaire.

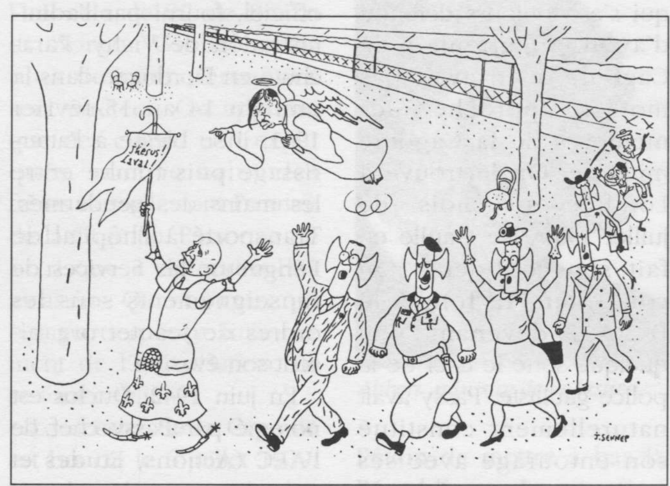
Pierre Nicolle, Cinquante mois d'armistice. A. Bonne 1947.

La Rocque, Disciplines d'Action, Ed. du Petit Journal 1941.

Le procès de la Cagoule au Palais de Justice de la Seine. Vue partielle des inculpés dans le box.



Un fidèle abonné d'Orléans, M. Capitaine, nous a envoyé en son temps un document dont nos lecteurs apprécieront la teneur. Il s'agit d'un message daté du 6 mai 1942, que le ministre de l'époque adressa dans chaque Académie pour être lu "dans chaque classe, de préférence le 9 mai" :



Pétain c'est Jeanne d'Arc (les Journaux)
— Sus aux Anglais !

Dessin de Sennep dans son album : "Dans l'Honneur et la Dignité souvenirs de Vichy".

LA JEANNE D'ARC DU MARÉCHAL

Enfants de France,

Dans les circonstances terribles où la France est placée, la Fête de Jeanne d'Arc doit avoir pour vous encore plus de sens que dans les jours ordinaires. D'abord il faut vous figurer Jeanne d'Arc elle-même comme si elle entrait soudain dans la classe, avec ses cheveux bruns, ses yeux clairs, son air gai, hardi, décidé. Elle était à peine plus âgée que vous, elle aurait pu jouer comme vous, et au lieu de jouer, elle a sauvé la France. Comment cela s'est-il fait ? Avant tout parce qu'en un moment où notre pays était en péril de mort, Jeanne a été la réponse du peuple, et que c'est d'abord par le peuple qu'une nation en danger peut se sauver ; il y avait autour du Dauphin de grands seigneurs et de savants hommes, mais cela n'aurait pas suffit : ils faisaient trop de calculs ou bien pensaient trop à eux. Jeanne d'Arc, jeune fille, a apporté les deux grandes qualités populaires : le bon sens grâce auquel on voit ce qu'il faut faire, et l'enthousiasme par lequel on se livre éperdument à l'œuvre que l'on fait. Cette guerrière a mis toute son ardeur dans son entreprise sans y porter aucune haine. Elle s'est jetée dans tous les combats sans y faire de mal à personne, son épée a été splendide et innocente comme un rayon. Mais elle n'aurait pas été capable de se dévouer ainsi à la France, si elle n'était pas venue d'un humble coin de France qui l'avait formée. C'est son hameau qui l'a donnée au royaume. Si elle a pu redonner une âme à la France, c'est qu'elle-même chaque jour, avait prié de tout son cœur dans l'église de Domrémy ; c'est aussi qu'elle avait suspendu les guirlandes au vieil arbre vénérable et mystérieux qu'honoraient les fillettes du pays.

Derrière elle, il y a des saintes qui ont quitté leurs vitraux flamboyants pour l'accompagner et les fées qui ont parlé dans l'ombre des branches.

Jeanne d'Arc est la fille de notre race et de notre terre. Au cours du procès où elle fut jugée, on raconte que lorsqu'elle passait à cheval dans les campagnes avec ses hommes d'armes, les petits papillons se détachaient des prairies pour suivre son étendard.

Enfants de France, vous devez tous être fier que l'âme de la France se soit incarnée dans une jeune fille qui vous ressemble. Mais son exemple vous impose un devoir. Elle s'est engagée de toute sa personne, vous devez tous vous engager aussi. Jeanne est allée tout droit jusqu'au Dauphin, jeune homme faible et troublé, qui ne se croyait pas né pour le trône. Elle lui a rendu confiance en lui. Dans le malheur de notre pays, vous êtes cependant plus heureux qu'elle. La France d'aujourd'hui a un Chef évident que vous devez aimer aussi fortement qu'il vous aime. C'est le Maréchal. Il faut que les petits Français et les petites Françaises soient tous derrière le plus grand des Français.





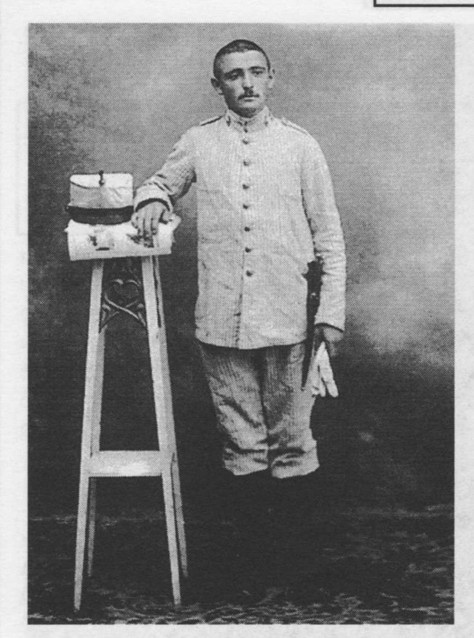
Une vie morne, ponctuée de rares moments de détente… (militaires du Génie, au début des années 20).

L'armée espagnole à l'aube du soulèvement nationaliste

Les expéditions coloniales, et les opérations de police intérieure, devaient modeler durablement le visage de l'armée espagnole des années vingt. Les soldats y étaient presque tous des appelés, mal vêtus et mal nourris, mais soumis à une stricte discipline. Paysans pauvres ou ouvriers, ils n'avaient pu s'acquitter de la taxe assurant une réduction notable du temps de service.

Cette armée, qui mit près de vingt ans à "pacifier" le Maroc espagnol et y parvint finalement avec l'aide de la France, disposait cependant d'unités d'élites volontaires forgées lors des luttes coloniales : la Légion et les fameux *Regulares* maures. L'hostilité des cadres "africanistes" dirigeant l'ensemble de ces formations très aguerries devait hypothéquer, à court terme, la viabilité de la jeune république espagnole. Toutefois, en ce qui concerne les troupes péninsulaires, le niveau d'instruction militaire restait très bas, exception faite cependant des officiers d'état-major, des ingénieurs et des artilleurs.

Pour le reste, l'officier d'infanterie péninsulaire, généralement issu des basses couches de la bourgeoisie, en était souvent réduit à travailler en dehors de ses heures de service. Enseignant occasionnel ou comptable, il pensait compenser ainsi les effets d'une enveloppe budgétaire insuffisante, eu égard au nombre totalement disproportionné de cadres en activité (en 1931, on comptait ainsi un officier pour treize hommes…). Circonstance aggravante, une partie des fonds alloués était



L'armée du Maroc dans les années dix, vitrine du pouvoir royal... (coll. de l'auteur).

détournée, à divers échelons, et les crédits destinés à l'achat de matériels de guerre modernes restaient bien en deçà des besoins réels.

En somme, c'était une armée de coups d'Etat internes, de *Pronunciamientos.* Une caste pléthorique de chefs issus des plus hautes couches de la société y régnait sur un ensemble d'officiers subalternes en voie de paupérisation... et sur des soldats arrachés, le temps d'un service sans horizon, à l'effroyable misère du dehors.

La rébellion de 1926

Les divergences existant au sein de l'institution militaire trouvèrent dans la question du mode de promotion des cadres un facteur extrême d'aggravation. Officiers d'artillerie et du génie s'opposaient, sur ce problème, à leurs homologues de l'infanterie depuis de nombreuses années. En effet, les armes savantes n'avaient guère l'occasion de briller sous le soleil du Maroc et d'y accomplir ces actions d'éclats qui assuraient des promotions rapides aux africanistes de l'infanterie. Attribuant ces promotions "sur le terrain" à une série de coups d'audace plutôt qu'à de réelles compétences militaires, les officiers d'artillerie et du génie, aristocratie de l'aristocratie, hautement qualifiés, acceptaient mal d'être placés sous les ordres d'hommes plus jeunes. En fait, traditionnellement, les armes techniques n'admettaient véritablement que les promotions dues à l'ancienneté. La noblesse y était par ailleurs bien représentée.

La crise empira encore sous la dictature du général Primo de Rivera, qui dura de 1923 à 1930. En effet, de Rivera favorisait les promotions "pour le mérite en campagne" et plaçait des africanistes dans les postes sensibles. Chez les officiers péninsulaires, le ressentiment était à son comble. En août 1926, des officiers d'artillerie se lancèrent ainsi dans une véritable rébellion finalement suivie par près de deux mille cadres, non sans heurts avec l'autorité. En guise de rétorsion, ces personnels furent suspendus d'emploi et de solde jusqu'en décembre. En janvier 1929, une seconde rébellion fut réprimée et l'académie d'artillerie de Ségovie fut fermée.

Une armée malade

C'est de cette armée malade et divisée qu'héritera, en 1931, la Seconde République espagnole. Ministre de la guerre, puis premier ministre, le républicain Manuel Azaña s'avisa alors de profondément réformer cette puissance endormie. Le 25 mai 1931, le ministre supprima une trentaine de régiments d'infanterie, quatre bataillons de montagne, neuf bataillons de chasseurs et deux du génie. La cavalerie et les chemins de fer militaires furent également mis à contribution. En juin, il supprima également de hauts grades honorifiques. Plus symboliquement, le directeur de l'académie militaire générale fut renvoyé en garnison et l'académie elle-même fut fermée. L'officier supérieur ainsi déplacé était un ancien du Maroc. Il se nommait Francisco Franco.

La lutte contre les pesanteurs engendrées par un encadrement devenu pléthorique, et bien peu efficace, apparaissait alors comme une des orientations primordiales du nouveau gouvernement. Dans cet esprit, un décret autorisa tous les généraux, et une majorité des officiers d'active et de réserve, à se retirer avec une paie complète. Nombre d'officiers supérieurs de tendance républicaine profitèrent de l'aubaine pour prendre leur retraite et la tendance africaniste "dure" s'en trouva sensiblement renforcée chez les cadres d'active. Des réformes ultérieures réorganisèrent l'état-major et confièrent l'administration du Maroc espagnol à un haut commissaire civil, afin de la soustraire à l'influence des africanistes. L'Armée du Maroc elle-même fut réduite en grande partie.

D'autre part, des efforts intenses furent faits pour permettre aux sous-officiers d'accéder aux grades d'officiers. Par la suite, en septembre 1932, un décret ordonnait que 60 % des places disponibles dans les académies militaires soient réservées à des sous-officiers. Ces efforts de démocratisation de l'encadrement portèrent leur fruit car, en 1936, on estima que presque tout les sous-lieutenants provenaient du rang. Il en était également ainsi de nombre de lieutenants. Un autre décret précisa enfin que les cadets

Soldat d'un régiment d'artillerie montée. Années dix. (Coll. de l'auteur).





Un "matador" de l'artillerie à Barcelone, au début des années vingt. (Coll. de l'auteur).

des académies militaires devaient avoir préalablement servi six mois dans le rang... et, si possible, avoir fréquenté l'université.

Le biennat noir

Cependant, la période comprise entre novembre 1933 et février 1936 devait être marquée par un retour de la droite aux affaires. Ce "biennat noir", comme on le surnomma ensuite, sera marqué sur le plan militaire par la remise en cause de certains efforts de démocratisation entrepris par Azaña, mais également par une tentative de réorganisation matérielle et tactique de l'armée, sous la conduite de Gil Robles, le "chef" des droites.

Dans le cadre d'un projet de "rénovation morale de l'encadrement", on initia une campagne de nomination d'officiers de droite et africanistes, et l'on porta un coup d'arrêt à la carrière d'officiers républicains précédemment favorisés par le gouvernement Azaña. La loi du pendule politique fonctionnant à plein, le général Franco fut mandaté pour réprimer la rébellion armée des Asturies, en octobre 1934. Cette nomination reste un des événements marquants du "biennat noir".

Alors que, suivant l'habitude française, Azaña avait supprimé les noms traditionnels des régiments pour leur substituer des numéros, les dénominations anciennes, gages d'esprit de corps, furent promptement restaurées par la droite. Quant à l'académie générale militaire, elle fut réouverte une fois encore, avec, à sa tête, l'incontournable général Franco. Un des rares points de continuité avec la période précédente fut cependant la poursuite des efforts d'amélioration de la situation des sous-officiers. Il y eut ainsi une promotion générale au grade de sous-lieutenant de tous les hommes jugés "capables". L'effet obtenu fut une solidarisation des sous-officiers avec le corps des officiers. Solidarisation qui ne pouvait rester sans effet lors du déclenchement du soulèvement nationaliste.

Instrument de police

Au cours de ce "biennat noir", l'armée espagnole s'affirma explicitement comme un instrument de police destiné à réprimer la montée des contestations sociales à l'intérieur du pays. Avant même l'arrivée de Gil Robles au ministère de la guerre, un projet fut déposé afin d'éviter la répétition de la révolte armée des Asturies. On proposa ainsi la création d'une division motorisée puissamment armée et composée d'hommes triés sur le volet. Les effectifs de la garde civile furent, dans un même temps, augmentés. Toutefois, il ne semble pas que la fameuse division motorisée ait pu voir le jour.

En mai 1935, Gil Robles prit en charge le ministère de la guerre et entreprit, ainsi que nous l'avons déjà signalé, une réforme qui se voulait tant "morale" que matérielle. Le 17 mai, le général Franco fut nommé chef de l'état-major central et presque tous les commandants de divisions militaires furent déplacés. On réorganisa, une fois encore, le Conseil Supérieur de la Guerre. Doté d'attributions étendues, il devait informer le ministre sur les questions militaires et lui soumettre ses propositions. D'autre part, la promotion des colonels et des généraux était, dorénavant, de son ressort.

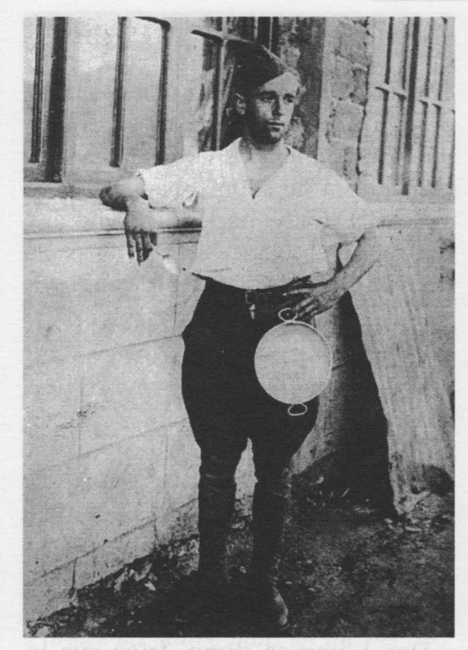
Depuis le projet de création d'une division motorisée, on marchait à grand pas vers l'émergence d'une armée de métier à laquelle la conscription ne fournirait qu'un appoint décroissant. Dans cet esprit, le ministre facilita le recrutement par engagement volontaire, véritable pilier de sa politique de professionnalisation de l'armée.

Des hommes donc, triés sur le volet. Mais aussi des armes. On entama une politique de rénovation et de renouvellement du matériel, par l'adoption d'armements pouvant être fabriqués en Espagne même. Pour finir, les décrets de juin 1935 réorganiseront les industries de guerre et, en septembre, une importante redistribution tactique des unités fut entreprise.

C'est cette armée, soumise à des influences contradictoires, et aux

Pain, chocolat et jambon pour ce troupier très chanceux du service de l'intendance, dans les années vingt. (coll. de l'auteur).





Amère vision d'une recrue du début des années trente, "mal vêtue et mal nourrie"... (Coll. de l'auteur).

moyens financiers forcément restreints, qui sera laissée au gouvernement de Front Populaire issu des élections de février 1936.

Militaires et antifascistes

Les divisions observées durant la période primoriveriste ne s'étaient pas réduites, bien au contraire. En ce début d'année 1936, la terrible agitation du dehors rejaillissait avec force sur l'ensemble de l'encadrement.

La puissante Union Militaire Espagnole (UME), qui regroupait en mars 1936 la moitié des officiers en activité, s'opposait ainsi fermement à toute tentative de démocratisation républicaine de l'armée. Elle sera cette pépinière d'où émergera la plupart des acteurs du *Pronunciamento.*

A gauche s'affirme cependant la petite UMRA (Union Militaire Républicaine et Antifasciste) née de la fusion d'une organisation communiste et de cercles républicains. Sur le plan strictement militaire, son poids est faible (200 membres à Madrid, quelques centaines dans les autres garnisons) mais elle fournit les cadres nécessaires à l'organisation de milices d'autodéfense républicaines. Tel sera surtout le cas des Milices Antifascistes Ouvrières et Paysannes (MAOP) qui s'entraînaient régulièrement les dimanches et jours fériés dans la campagne ou dans un parc situé à l'ouest de Madrid. Constituées pour partie par des membres des Jeunesses Socialistes Unifiées, groupant jeunes communistes et socialistes, ces premières milices antifascistes ont pour objectif la protection des meetings. Leur armement se réduit, en principe, à quelques revolvers. Ces organisations peuvent être considérées comme annonciatrices des milices madrilènes qui s'opposèrent au soulèvement nationaliste du 17 juillet 1936.

Le soulèvement nationaliste

Lors du soulèvement de l'Armée d'Afrique, et dans les jours confus qui suivirent, la balance des effectifs armés pouvait sembler sensiblement équilibrée entre les deux belligérants (environ 45 000 militaires de part et d'autre, en comptant les permissionnaires). Cependant, les unités situées dans cette zone gouvernementale qui se dessinera au gré des victoires (ou des défaites) nationalistes, ne constituaient pas un ensemble cohérent apte à soutenir le gouvernement légal. En effet, une partie des officiers s'étant insurgée, ou enfuit de la zone républicaine, les troupes demeurées loyales, par ailleurs ellesmêmes touchées par des mesures de dissolution partielle, se trouvèrent dans un profond désarroi lors des premiers engagements contre des formations nationalistes fermement encadrées. De graves flottements en résultèrent, lesquels, parfois, dégénérèrent en débandade. On ne pouvait donc pas, en ces ultimes jours de juillet 1936, comparer sérieusement la valeur offensive des troupes loyales avec celle des unités nationalistes.

Soldat espagnol servant au sein des troupes "Regulares" maures (années 30).



Dans le but de compenser cette évidente faiblesse des armées de la République, les partis politiques progressistes et les organisations syndicales ou libertaires commencèrent à recruter des volontaires afin de constituer des milices. Ailleurs, le mouvement, plus spontané, partit directement de la base. Dans tous les cas, il ne fut guère nécessaire d'avoir recours à des opérations de propagande, les volontaires motivés ne manquant alors pas. A Madrid, on organisa une Inspection Générale des Milices afin de gérer la situation apparue depuis la chute de la caserne insurgée de la *Montaña,* le 20 juillet, et les échecs partiels des nationalistes dans le centre et le sud de l'Espagne. Après quelques opérations de remise en état, les casernes de Madrid se transformèrent en centre d'accueil et de formation des miliciens. Un processus étroitement contrôlé par les partis et les organisations progressistes.

Quant au gouvernement républicain, il chercha immédiatement des troupes "solides" sur lesquelles s'appuyer, afin de compenser une perte évidente d'autorité due à la dislocation de l'ancienne armée. Un instant, il crut avoir trouvé la solution dans la création de bataillons de volontaires entièrement soumis à son autorité. Rapidement, il lui faudra pourtant compter avec la notion de "peuple en armes", incarnée par les milices...

Cyril Le Tallec

Suffit-il d'avoir été acteur ou témoin d'un événement historique pour en devenir l'historien ?
C'est en fait tout le débat qui apparaît après la parution de l'article de Michel Auvray sur "Le contingent face au Putsch d'Alger" et la réaction de Jean Deson.

Pour en terminer, nous publions la réaction d'Alain Teissonnière qui rejoint celle de Jean Deson. Michel Auvray, qui en a pris connaissance à répondu directement à Alain Teissonnière. Dans sa réponse il rappelle le vieux débat entre le décalage classique mémoire et histoire.

Heureusement que "Gavroche" a publié (dans le n° 89) la réaction de Jean Deson à l'étude de Michel Auvray sur "Le contingent face au putsch d'Alger" (N° 87-88). En effet cet article soulève des problèmes de méthodes.

La description politique de cet épisode de la guerre d'Algérie semble correspondre aux événements ; mais pour ce qui concerne les attitudes des appelés, au lieu d'exposer des faits concrets on n'a que des citations ou des impressions de l'auteur. Sans exemple précis on reste sur notre faim. Par contre la réaction de Jean Deson apporte un témoignage (parmi d'autres possibles), et je m'étonne que Michel Auvray le qualifie de "réaction passionnelle".

Michel Auvray indique qu'il se réfère à "de nombreux ouvrages examens et recoupements de données extraites de différents documents". Il agit ainsi comme un historien travaillant sur un passé lointain, à partir d'informations de seconde main. Or, en ce qui concerne les rôles des appelés dans la guerre d'Algérie, il semble qu'on n'ait pas encore suffisamment recueilli de témoignages pour analyser et quantifier les réactions.

Ces lacunes dans le recueil de données ont été signalées au colloque "Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie" (1) ainsi que dans des réunions et des articles marquant le trentième anniversaire, en 1992, de la fin de cette guerre. Il y a eu "occultation, souvent, de la réalité de la situation des appelés" (actes du colloque p. 537). Il faudrait se dépêcher de rassembler le maximum de témoignages car "l'histoire n'a-t-elle pas été faite par des gens qui ont milité, qui ont vécu ? On ne fait pas de l'histoire avec des morts ! Interrogez ceux qui sont vivants, secouez les gens, obligez-les à parler" (Actes du colloque, p. 568).

Certes des témoignages ont été rassemblés, en particulier dans l'excellent ouvrage de Vittori (2) qui apporte des éléments qualitatifs. Mais on ne connaît pas l'ampleur ni la proportion des différentes réactions d'appelés lors des différents épisodes de cette guerre. Le peu de témoignages est dû, notamment, au silence des appelés après leur retour. Mais aussi au peu d'empressement des civils, des journalistes, des historiens etc. à les interroger. Ces réticences peuvent s'expliquer par un malaise de chacun : malaise des soldats ayant participé ou ayant été témoins d'actes répréhensibles, malaise des civils qui ont été peu nombreux à s'opposer à cette guerre et à l'envoi du contingent.

Pour ma part j'ai cherché à retrouver les réactions des appelés confrontés aux violences et aux tortures et, dans les nombreux ouvrages, documents, colloques, je n'ai trouvé que des indications éparses ou incomplètes. Je m'interroge sur les sources d'informations et le recueil des faits vécus. Ayant passé deux ans en Algérie comme appelé, j'ai été affecté pendant plusieurs mois dans un "centre d'interrogatoires" ; mais je ne sais toujours pas ce qu'il représentait par rapport aux multiples centres disséminés en Algérie. On cite surtout la "bataille d'Alger", la villa Sésini à Alger voire la ferme Améziane, mais on n'a pas inventorié les différents "camps". On n'a pas inventorié non plus les différentes attitudes des soldats ni calculé les proportions de violents, d'inertes, ou d'opposants aux violences. De même a-t-on fait une étude systématique des diverses attitudes des appelés lors du putsch de 1961 ? Peut-on en faire une évaluation quantitative ? Dire qu'il "n'y a eu guère, à proprement parler, de réel mouvement de désobéissance ouvert, collectif et organisé" semble rapide si on n'a pas fait l'inventaire (difficile d'affirmer que quelque chose n'existe pas).

De plus, pour bien cataloguer les différentes réactions et leur impact sur les événements il faudrait les évaluer correctement. Et ne pas se tromper : omettre l'inertie de soldats, qui est déjà un acte d'insubordination grave et dangereux (comme le relève justement Jean Deson), serait méconnaître la vie des unités opérationnelles. Il ne faudrait pas sous-estimer les détails, l'ambiance, les difficultés des soldats sur le terrain, mais aussi leurs initiatives ainsi que leurs esquives. La vie réelle est aussi importante que les faits bruts et les chiffres. Si "l'attitude des hommes du contingent a dépendu étroitement de celle de leurs officiers", l'inverse est vrai aussi...

Dire que le rôle des appelés lors du putsch "fut mythifié" laisse entendre qu'il n'a pas existé. Certes il faut le relativiser, mais faut-il le nier ? Si ce rôle a été récupéré (dans des sens divers) c'est aussi qu'il a existé ; la question est : dans quelle mesure ? Mais a-t-on mesuré, quantifié ? En réalité on devrait examiner l'ensemble des acteurs du drame, aussi bien sur le terrain qu'en France ; aussi bien les soldats que les civils. Car l'attitude du contingent était tributaire de la situation politique, des réactions des civils, de l'évolution en France de l'opinion publique.

La majorité des Français a mis des années à comprendre et réagir. De 1956, après les manifestations contre l'envoi des rappelés, jusque dans les années 60, les appelés se sentaient coupés des civils, abandonnés à leur sort. L'armée pouvait s'en servir à sa guise, la population française, sauf exceptions, restait muette. Mais en 1961 l'opposition à cette guerre ayant grandi en métropole, les informations étaient plus diffusées, les postes de radio portatifs plus nombreux, les appelés pouvaient se sentir soutenus et réagir.

On ne peut pas dissocier les appelés des civils. Pourquoi opposerait-on la révolte du contingent et le manifeste des 121 ? Ces actions allaient dans le même sens. Mais on ne devrait pas non plus surestimer l'action des civils : combien furent bien informés du manifeste des 121 ? Celui-ci fut largement censuré dans la presse. Autre remarque : les intellectuels ont pu dénoncer publiquement les tortures grâce surtout aux témoignages d'appelés. Des soldats de métier n'auraient-ils pas été plus discrets ?

L'encadré "conscrits et coups d'Etat" qui donne l'impression de vouloir démontrer l'inutilité de la conscription n'est pas convaincant. Les chiffres mêlent des situations sans aucun rapport, dans des pays extrêmement différents, sans tenir compte de tous les autres facteurs, politiques, économiques, sociaux etc. Et en ce qui concerne les armées : quelles unités participent aux coups d'Etat, quels rôles y jouent-elles selon leur composition ? dans quelles circonstances ? etc. Mais ce serait un autre sujet.

Ceci dit, même si le rôle du contingent peut ne pas être nul pour s'opposer aux menées de l'armée dans certains cas, il est effectivement très relatif la plupart du temps. Et jusqu'à présent, les inconvénients, surtout pour les conscrits abandonnés aux mains de leurs chefs, ont été largement supérieurs aux éventuelles possibilités de résistance. Les civils ne devraient pas se décharger sur les appelés de leur rôle de citoyens ; je me souviens avoir entendu "les appelés n'ont qu'à refuser de combattre"... Quant on est enrôlé c'est trop tard.

Si la description générale d'événements est intéressante pour les situer, il est instructif d'entrer dans les détails concrets pour les comprendre. C'est-à-dire qu'il faut aussi décrire la vie réelle. C'est ce que fait Gavroche lorsqu'il publie des témoignages sur différents sujets. Les faits concrets, situés dans leur milieu, en tenant compte de la vie des acteurs, participent de la véritable histoire du peuple français.

Alain Teissonnière

(1) Colloque *"Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie"*. Actes publiés en 2 tomes aux éditions du CNDP ; diffusion : LFEEP, 3 rue Récamier, 75015 Paris.

(2) *"Nous les appelés d'Algérie"* de Jean-Pierre Vittori aux éditions Stock et aux éditions Messidor.

CARNETS DU GHETTO DE VARSOVIE

par Adam Czerniaków (1)

HISTOIRE DE LA SHOAH

par Georges Bensoussan (2)

LITUANIE JUIVE 1918-1940, MESSAGE D'UN MONDE ENGLOUTI

sous la direction de Yves Plasseraud et d'Henri Minczeles (3)



"Il n'y a pas d'histoire plus difficile à raconter dans toute l'histoire de l'humanité" notait Hannah Arendt.

Bien au-delà de la polémique suscitée par la prise de position de la philosophe sur le rôle des *Jüdenrat*, la vie d'Adam Czerniaków est une illustration terrible de la difficulté de dire l'indicible. Adam Czerniakòw dirigea la communauté juive de Varsovie de septembre 1939, peu de temps avant l'arrivée des Allemands, au 23 juillet 1942 lorsqu'il se suicide par refus de se faire le complice des déportations. Trois ans séparent ces deux dates, pendant lesquels il a consigné dans ses carnets les faits au jour le jour : ses rencontres avec les nazis, la vie quotidienne dans le Ghetto, les humiliations, les brimades jusqu'à ce jour de juillet 1942 où il écrit à sa femme : "On exige de moi de tuer de mes propres mains les enfants de mon peuple. Il ne me reste que la mort". Les survivants du Ghetto, Marek Edelman, Isaac Katzenelson ou Ytzahak Zuckermann n'ont jamais condamné son rôle à la tête de la communauté juive de Varsovie et ont toujours souligné sa profonde honnêteté. Mais sans admettre que sa mort ne soit pas devenue un appel à la révolte.

La complexité du processus qui conduit à l'extermination massive et planifiée des Juifs d'Europe est analysée par Georges Bensoussan dans un excellent Que-sais-je, qui en plus de la clarté a le mérite de rappeler un certain nombre de données fondamentales. Après avoir énoncé les étapes qui conduisent à la mise en œuvre de la Shoah — l'antijudaïsme chrétien, l'antisémitisme anticapitaliste d'un Toussenel ou d'un Drumont et l'exclusion légale des Juifs d'Allemagne, Bensoussan fait une mise au point concernant les débats historiographiques sur la Shoah : "Il faut dépasser la fausse opposition des intentionalistes et des fonctionnalistes et tenir compte des apports et des faiblesses respectives des deux thèses. Les fonctionnalistes sous estiment l'arrière plan idéologique non seulement du nazisme, mais plus largement de cette nébuleuse intellectuelle forgée dans la deuxième moitié du XIXe siècle qui mêle idéologie *volkisch*, darwinisme social, eugénisme, antisémitisme "biologique" et racisme. Les intentionalistes voient mal le processus dynamique qu'a été le génocide juif, et surtout perçoivent mal le rôle de la guerre comme facteur de rupture dans la politique nazie à l'endroit des Juifs" (p. 49).

De même lorsqu'il évoque le nature de la résistance juive il souligne à juste titre qu' : "il est vain d'opposer résistance passive et résistance active, la résistance armée aux autres. Dans la mesure où le projet nazi prévoyait la destruction totale du peuple juif, tenter de survivre, en premier lieu par la fuite, fut la forme initiale de la résistance juive à la volonté allemande. Les combattants militaires furent honorés après guerre [...] Mais les "sans gloire" des papiers trafiqués, des enfants cachés et des cantines populaires n'eurent pas le droit au titre envié de résistants. C'est pourtant bien de résistance dont il s'agissait [...]". (p. 103)

La Shoah a englouti un monde. Le Yiddishland a disparu. Le très beau volume de la collection Mémoires des éditions Autrement, publiée sous le titre *Lituanie juive*, offre à la mémoire un souvenir de sa richesse, de sa diversité et de la spécificité de ce monde à jamais disparu.

La Lituanie juive est parfois appelée Litvakie et son centre Vilnius sont un des carrefours du Yiddishland, par son emplacement géographique, à cheval entre les Pays Baltes et la Pologne. Les Juifs s'installent en Lituanie au XIVe siècle fuyant les pogromes, où ils vécurent jusqu'à leur extermination par les nazis.

La Lituanie fut pendant l'entre deux guerres le haut lieu de la culture juive et de conflictualité entre les différents conceptions du judaïsme. L'école est l'un des centres d'expériences pédagogiques (dont le rôle est développé par l'article d'Ariel Sion). L'Organisation Centrale des Ecoles Yiddish (CYSZO) est créée en 1921 et va de la maternelle au secondaire se développe rapidement — ce malgré les entraves du gouvernement polonais. Le Bund (Union générale des Ouvriers Juifs de Pologne, Russie et de Lituanie) y a une place centrale, qui lui est contestée — bien évidement par les partis et groupes religieux — et par le Poalé Sion (Les Ouvriers de Sion, un parti sioniste socialiste), qui crée à son tour un système scolaire, la ligue école et culture. L'école est le lieu d'affrontements politiques. La querelle scolaire est le corollaire de la floraison de partis politiques. Le Bund naît, comme le rappelle son historien Henri Minczeles, en 1897, en 1905 il compte 30 000 adhérents c'est-à-dire plus que la SFIO. Mais la Litvakie est également la terre d'élection du sionisme. Les groupes sionistes pré-herzélien comme les Amants de Sion apparurent au début des années 1880. En 1903 comme le rappelle Alain Dieckhoff : "une foule compacte, sans cesse dispersée par la police l'accueillit [Herzl] comme le messie qui allait délivrer le peuple juif" comment ne pas voir là un parallèle avec la visite la même année de Bernard Lazare en Roumanie. Le sionisme connut par la suite un développement rapide. Les groupes sionistes socialistes d'obédience marxiste ou influencés par les populistes russes se multiplièrent pour atteindre 50 000 membres en 1934 (dont 9 000 d'entre eux quittèrent la Lituanie pour la Palestine). Ce pays est également devient le centre pour de la culture yiddishiste. Le YIVO (Institut Scientifique Juif) — dont l'entretien avec Ytzhok Niborski révèle les richesses — tente d'unifier le yiddish en lui attribuant des règles grammaticales. (Ce centre dont les archives ont été partiellement détruites pendant la guerre existe a été transféré à New-York).

Carrefour politique de la vie juive. La Litvakie est également un carrefour intellectuel, comme le montre Rachel Ertel, dont une des figures tutélaires est Moïshe Kulback — auteur notamment des *Zelminiens* (1935), consacré à la révolution et à ses tragédies. Il entraîne dans son sillage la création de cercles littéraires et d'une revue moderniste *Di Yung Vilnè* (La Jeune Wilno). S'il reste aujourd'hui des signes perceptibles de l'héritage litvak, ce monde a été englouti. L'arrivée des soviétiques en Lituanie en vertu du Pacte Hitler-Staline, est un drame : 30 000 Lituaniens sont déportés dans l'Archipel du Goulag. Les centres communautaires juifs sont interdits et les partis politiques dissous. les appels à la dénonciation des "éléments contre révolutionnaires" se multiplient : 45 000 Lituaniens sont déportés entre le 14 et le 18 juin 1941 car ils ont "le tort d'avoir de trop fréquente relation avec l'occident" (Yves Plasseraud, p. 18). Le 24 juin, les troupes nazies entrent à Vilnius, acclamées par une partie de la population. Des pogromes spontanés éclatèrent, les *Einsatzkommando* (unités spéciales d'extermination) pratiquèrent leur œuvre de mort et les déportations furent organisées.

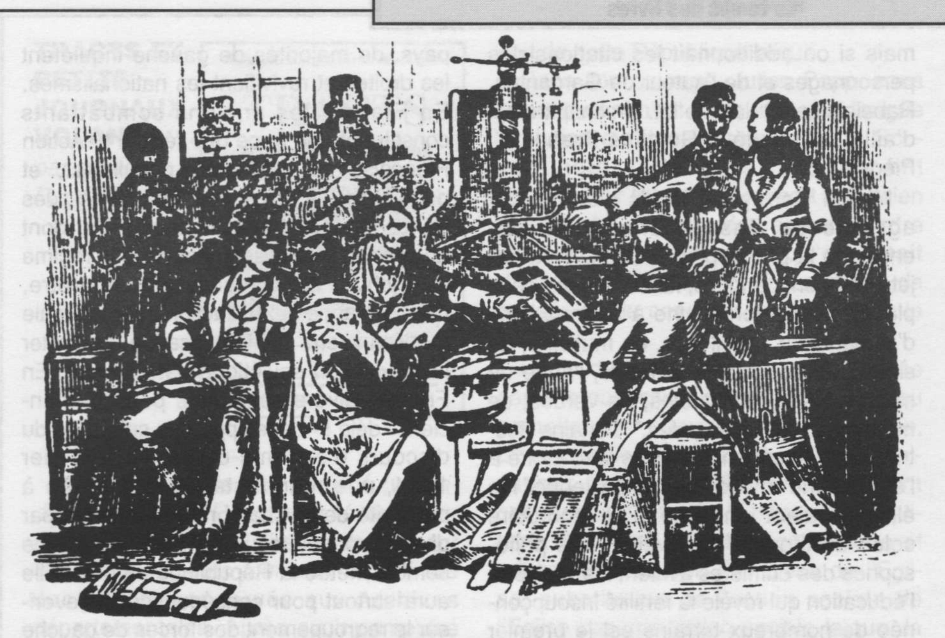
Lorsque les troupes soviétiques pénètrent à nouveau en Lituanie 230 000 Juifs étaient morts. "Jamais plus ne revivra cet extraordinaire foyer de civilisation ashkénaze, d'autant plus que Staline s'appliqua très vite à terminer l'œuvre d'Hitler, en supprimant systématiquement toute véritable vie juive et même souvent en détruisant les monuments subsistants." (Y. Plasseraud, p. 31).

Sylvain Boulouque

(1) Paris, La Découverte, 1996, 336 p. 195 F.

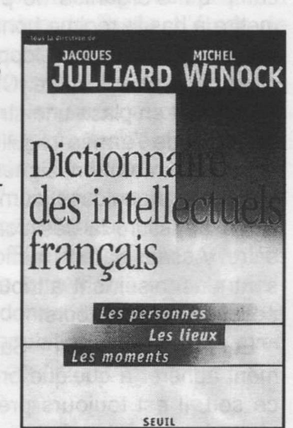
(2) Paris, PUF, 128 p., 40 F.

(3) Autrement Collection "Mémoires", Paris, 1996, 286 p., 130 F.



LE TEMPS DES LIVRES

DICTIONNAIRE DES INTELLECTUELS FRANÇAIS
Sous la direction de Jacques Julliard et de Michel Winock



La recherche historique a apporté à l'histoire politique en général et à l'histoire des intellectuels en particulier un profond renouvellement. Ce Dictionnaire des intellectuels français est un état des lieux de ceux qui ont "abandonné leur laboratoire" pour se préoccuper de la vie de la cité.

Au travers de plus de 1 000 notices consacrées aux hommes, aux lieux dans lesquels ils évoluent et aux moments qui deviennent des dates clefs de l'histoire intellectuelle, ce dictionnaire retrace les temps forts de la vie intellectuelle française et de ses engagements. De l'Affaire Dreyfus, moment à partir duquel les intellectuels prennent une part active dans la politique au soutien aux Bosniaques en passant bien sûr par la guerre d'Algérie ou les Boat people les temps forts de l'engagement sont évoqués.

Les intellectuels ont des lieux de sociabilité et des espaces d'engagements. Les universités en ont été un espace privilégié. On retrouvera bien évidement les organisations satellites du Parti communiste comme le mouvement Amsterdam-Pleyel ou le Comité National des Ecrivains. Mais également les groupes de résistance au communisme comme le Congrès pour la Liberté de la Culture ou la Révolution Prolétarienne (qui fut à la fois journal et lieu de débat). Ces lieux de sociabilités intellectuelles se doublent des lieux de productions et de diffusions que sont les maisons d'éditions et les journaux.

Pour que tous ces espaces aient pu exister il fallait des hommes. Ce sont eux qui forment le corpus le plus riche de ce dictionnaire qui commence à Raymond Abellio et s'achève à Emile Zola. A ce sujet on regrettera l'absence d'intellectuels "étrangers" qui ont eu une place importante dans la culture et la vie politique française à l'exemple de Manès Sperber ou bien de certains intellectuels libertaires comme André Prudhommeaux ou Louis Mercier-Vega. Au fil des pages on retrouve des personnalités attachantes : Bernard Lazare, dont Shlomo Sand écrit : "Péguy a dit de lui qu'il était un "saint", Léon Blum l'a défini comme un "juste", d'autres l'ont appelé "prophète", pourtant, (et est-ce un hasard ?), le nom du pionnier du combat dreyfusard, et l'un des tout premiers sionistes français, n'est guère passé à la postérité, ni dans le panthéon républicain en France, ni dans la mémoire collective de la nation née de l'idée sioniste", ou bien de Boris Souvarine dont Jean-Louis Panné rappelle qu'il fût un : "Grand témoin du siècle, homme d'une érudition hors du commun, il assuma, au prix de difficultés énormes, le rôle que Chateaubriand assigne à l'historien lorsqu'il se réfère au Tacite des Annales, dénonçant les crimes de Néron".

Ce dictionnaire est un outil intelligent, fort utile, qui peut rendre bien des services, chaque notice étant complétée par des renvois bibliographiques.

Sylvain Boulouque

Paris, Le Seuil, 1996, 1260 p.

VIENNE-BUDAPEST, 1867-1918
sous la direction de Dieter Horning et Endre Kiss
AU CHAT QUI LOUCHE
par Arthur Koestler, Andor Németh



L'Empire des Habsbourg ne finit pas de fasciner. La parution du volume de Vienne-Budapest cherche à répondre aux questions que posent la double monarchie.

Une Autriche d'aspiration universaliste et une Hongrie qui souhaite recouvrir son identité perdue lors du Compromis de 1867, tel est le clivage que suggère la double monarchie. Mais cette vision déterminée laisse peu de place à une réalité plus complexe. En effet, le système autrichien d'autonomie nationale, contrairement au système hongrois, n'a pas endigué l'antisémitisme, même si l'Empire est une terre d'épanouissement du judaïsme. La perception différentielle est liée au rôle culturel de Vienne. Cette ville intègre les nouvelles modes architecturales, les nouveautés artistiques et la psychanalyse jusqu'à en parfois faire oublier les apports hongrois aux différents modes de créativités. Un ouvrage important qui répond à nombres de questions.

L'ancien Empire austro-hongrois finissant est la toile de fond d'un roman policier dû aux plumes Arthur Koestler et Andor Németh. On connaissait Koestler journaliste, essayiste et philosophe mais jusqu'à une date récente on l'ignorait auteur de romans policiers. Comme l'écrit Phil Casoar (1) dans la postface qu'il consacre à cet ouvrage inédit en français, *Au chat qui louche*, est paru en 1933 en Hongrie. Il était paru une première fois en 1932 dans la presse populaire allemande sous le titre *Comme le miracle du manguier*. Ce polar est né de l'association de deux journalistes intéressés à la fois à la psychanalyse et aux romans policiers. Le roman "est placé sous les auspices de Sherlock Holmes et de Sigmund Freud, nommés chacun dans le texte". Car c'est bien d'un polar qu'il s'agit, où se mêlent

psychanalyses et thérapies, musiques et concerts, intrigues policières et fausses pistes.

Mais nous ne dirons pas un mot de plus pour laisser le lecteur se délecter de ce polar sympathique et désopilant.

Sylvain Boulouque

(1) Pour mémoire, Phil Casoar a préfacé le recueil des Œuvres autobiographiques d'Arthur Koestler parues dans la collection "Bouquins", Robert Laffont, 1993, 1 480 pages, 159 francs. Phil Casoar est également l'auteur des Aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux, Le Terrain vague, 1979.

Editions Autrement Collection Mémoires, 1996, 260 p., 130 F. Calmann-Lévy, 1996, 132 p., 75 F.

LE DÉSIR D'ETRE UN VOLCAN, JOURNAL HÉDONISTE

*par Michel Onfray**

Provocant, agaçant, mais brillant et décapant, "Le désir d'être un volcan, journal d'un hédoniste" de Michel Onfray, anarchiste de luxe, m'as-tu-vu-je-sais-tout, est un livre à lire absolument dans cette période de conformisme que nous impose globalement la normalisation anticulturelle des medias de masse : télévision, radio et presse dans une certaine mesure.

Le sous-titre ne cache pas l'appétit de jouissance personnelle qui dévore l'auteur : hédoniste, égotiste à la Stendhal, mais pas égoïste - l'un des chapitres est intitulé "jouir et faire jouir" -. Le livre illustre pleinement le propos et autrement que de manière circonstancielle. On passe allégrement de l'éloge de Diogène qui permet d'évoquer le tonneau où l'on entretient, en Normandie, le stock familial de calvados à la célébration du "Château d'Yquem", premier grand cru classé de Sauternes. Voilà pour les nourritures terrestres mais la palette des plaisirs est étendue comme la culture de l'auteur, résultat d'une énorme gourmandise de lecture, de spectacles et de voyages. Il nous la tartine épaisse dans le volume, au risque de l'indigestion, mais il fait voyager le lecteur qui a de l'appétit et de l'estomac.

La préface nous apprend que l'idée d' "un livre-archipel" - on pense plutôt "patchwork" lui est venue alors qu'il survolait des chapelets d'îles en Afrique. Il se découvre des prédécesseurs dans le genre, Montaigne, bien sûr, mais aussi Aulu-Gelle, Stobée, Valère Maxime, Schopenhauer, Adorno. Excusez du peu mais ce n'est qu'un début. Le nombre des citations de l'index révèle des attaches, parfois contradictoires pour les esprits dits "normaux" que notre auteur n'apprécie guère. Par ordre d'importance : Nietzsche**, Don Juan (l' "odore di femmina", comme voie d'accès au plaisir), Schœnberg, Schopenhauer, de Gaulle mais si on additionnait les citations des personnages et de l'auteur de Gargantua, Rabelais serait dans le lot. Un chapitre est d'ailleurs intitulé : "Reviens François". Piège !

Michel Onfray est le fils d'un ouvrier agricole de Basse-Normandie. Lui, enseigne la philosophie à Caen. "Nos trajets nous ont conduits, lui et moi, sur deux planètes étrangères l'une à l'autre : l'une d'immanence, de silence, de mutisme, de simplicité, de paix, de sérénité, l'autre de mots, d'idées, de paroles, de verbes, de mouvement, d'inquiétudes." Certains doctrinaires veulent encore nous faire croire à l'eugénisme intellectuel selon lequel les élites auraient tendance à se reproduire selon un modèle prédestiné. Les philosophes des Lumières avaient bien raison : l'éducation qui révèle la fertilité insoupçonnée de nombreux terrains est le premier des actes révolutionnaires.

Dans cette période de morosité et de médiocrité, la lecture d'un livre comme ce "Désir d'être un volcan", s'il ne résout rien, apporte une part de rêve où l'on ne risque pas de rencontrer les Patrick Sébastien et autres Philippe Bouvard. Ne pas confondre provocation et racolage !

J.-J. L.

** Grasset Éditeur, collection "Figures" (1996) F. 148,00.*

*** Ne pas confondre avec Hermann Nitsch, artiste contemporain viennois, spécialiste du "happening", également évoqué dans l'ouvrage. La revue "Les saisons de la danse" a publié dans son n° 284 (Sept. 1996) un article sur l' "Actionnisme viennois".*

LE MYSTÉRIEUX DOCTEUR MARTIN

*par Pierre Péan**.

Pierre Péan a connu, depuis 1994, un important succès de librairie avec "Une jeunesse française, François Mitterrand". Le même journaliste avait déjà publié quelques enquêtes sur des sujets délicats, comme les fameux avions renifleurs ou la politique africaine de la France, qui lui ont parfois causé certains ennuis.

Le "Livre de Poche" a réédité cette année la biographie qu'il a consacrée à l'un de ces personnages ignorés du grand public parce que leur activité, bien qu'intense, reste discrète voire secrète. Que le docteur Martin ait été de tous les complots contre la République depuis le début des années 20 ne mérite pas une célébration. En revanche, il peut être profitable aux générations actuelles de découvrir l'activité de certains milieux politiques dans le monde en mutation de l'entre-deux guerres dont le parallèle avec notre époque s'impose.

Au lendemain de la première guerre mondiale, le choc de la révolution bolchévique et l'accès au pouvoir, dans plusieurs pays, de majorités de gauche inquiètent les droites et revivifient les nationalismes. En France, les anciens combattants constituent une force que fédère l' "Action Française" sur les thèmes populistes... et populaires : la haine des "métèques", des francs-maçons, de la finance juive, dont on connaît l'aboutissement dans le régime de Vichy. Plus plausible est, peut-être, dans les années 20, l'action internationale du "Komintern" dont la vocation d'exporter la Révolution soviétique est affirmée. En France, divers scandales politico-financiers - déjà ! - développent la crédibilité du discours d'extrême-droite. Le 6 février 1934, une manifestation organisée à proximité de la Chambre des députés par divers groupes issus de cette mouvance semble mettre la République en péril. Elle aura surtout pour conséquence de favoriser le regroupement des forces de gauche avec pour résultat le succès du "Front Populaire" aux élections législatives de 1936. L'inquiétude est grande dans l'autre camp qui s'organise de plus belle pour mettre à bas le régime honni. Une organisation secrète se développe avec l'appui de la hiérarchie militaire. C'est la "Cagoule" qui met en place une structure calquée sur celle de l'armée régulière : sections, dépôts d'armes, renseignement. La bienveillance de quelques journaux de grande diffusion assure la désinformation nécessaire. Assassinats et actions terroristes sont ainsi aisément attribués aux adversaires des comploteurs.

Et le docteur Martin ? Sans jamais vraiment adhérer à quelque organisation que ce soit, il est toujours présent dès qu'il s'agit de comploter. On pourrait croire que l'installation du gouvernement de Vichy procure une satisfaction prolongée aux ennemis de la République. Il n'en est rien. Les rivalités qui ont déjà affaibli les divers mouvements avant 1940 se poursuivent souvent au nom d'ambitions personnelles. Les règlements de compte se succèdent.

La guerre à peine terminée, le docteur Martin qui a connu les prisons de l'État Français, reprend son combat mais ne s'épanouira vraiment, de nouveau, qu'à l'occasion des événements d'Algérie.

L'évocation de Pierre Péan ne doit pas seulement satisfaire l'amateur d'Histoire. En cette fin de siècle lourdes de menaces de troubles, où reparaissent les anciens thèmes de haine** une telle lecture doit entretenir la vigilance à l'égard de nouveaux comploteurs attentifs à ne pas manquer l'occasion de s'emparer d'un pouvoir affaibli.

J.-J. L.

* 1ère édition A. Fayard (1993). Rééd. "Livre de Poche" (1996).

** Aux obsèques de Paul Touvier, l'officiant "intégriste", évoque le "tribunal divin" où "il n'y a pas de communistes, pas de francs-maçons, pas de partie civile et pas de Licra." ("Le Monde 27 juillet 1996).

TRACTS ET PETITS JOURNAUX VOLANTS

par Julien Papp



Avant son dossier sur la laïcité *(voir ci-dessous)*, Julien Papp avait réalisé pour le CDDP d'Indre-et-Loire un dossier sur *les tracts et petits journaux* à partir de documents conservés aux Archives départementales. Après avoir compulsé des centaines de feuillets, l'auteur en a retenu une quinzaine publiés en fac-similé. Ces documents sont accompagnés d'une explication historique nécessaire à la compréhension du libelle. L'étude de cette propagande originale réalisée à partir d'archives d'Indre-et-Loire reste valable sur le plan national puisque ces tracts étaient lancés indifféremment sur tout le territoire. La lecture des tracts donnait aux "occupés" un point de vue différent de celui diffusé par la presse parisienne. Elle permit de prendre conscience de la véritable situation militaire et de redonner confiance (c'était le but) à une population qui espérait avec force la fin du conflit.

LAICITE ET SÉPARATION DES EGLISES ET DE L'ETAT

par Julien Papp



Le problème de la laïcité préoccupe ses défenseurs, car de plus en plus elle semble remise en cause quand on évoque par exemple l'avenir de l'Ecole. C'est la raison pour laquelle il est bon de rappeler à tous ses principes. Julien Papp a été chargé par le CDDP d'Indre-et-Loire de rédiger un dossier sur le sujet destiné surtout aux enseignants des écoles primaires et secondaires, mais aussi, bien sûr, à tous les citoyens que préoccupe le sort de notre République laïque.

Dans son ouvrage, Julien Papp, nous expose comment à travers une longue évolution d'affranchissement de la Souveraineté, l'Etat puis l'individu ont conquis leur liberté par rapport à l'ancien régime. La religion deviendra d'ordre privé et individuel alors qu'elle était d'ordre social et d'autorité. La liberté de pensée est la condition nécessaire de la laïcité.

La fin du XIXe siècle est caractérisée par une opposition grandissante face au catholicisme : Sociétés anti-cléricales, Libre pensée, Anarchisme... Ces organisations demandent l'affranchissement par rapport à Rome, la répartition équitable des secours entre école laïque et privée, la laïcisation des biens de l'Eglise, substitution de l'action sociale de l'Eglise par une action sociale laïque, la reconnaissance des enterrements civils....

Sous l'affaire Dreyfus se développent l'esprit anti-clérical et anti-militariste face aux catholiques qui soutiennent les militaires.

Le célèbre rapport de la séparation des Eglises et de l'Etat (rapport Briand) déposé le 4 mars 1905 met un point final à cette étude. Dans un deuxième volume à paraître : *De la loi de 1905 à nos jours*, Julien Papp nous montrera l'évolution de la pensée laïque au XXe siècle.

Pour ces deux ouvrages, s'adresser au CDDP, 3 Place Raspail 37000 Tours

J'AI DIT NON ! TÉMOIGNAGE D'UN RÉFRACTAIRE AU STO

par Marcel Bénévent



Les innombrables ouvrages inspirés par les divers événements de la dernière guerre mondiale se sont très rarement rapportés à la question du Service du Travail Obligatoire en Allemagne (STO). qui a pourtant concerné des centaines de milliers d'hommes.

Ceux qui ont, à grands risques, refusé cette forme d'esclavage au service de l'occupant nazi, implacable et encore tout puissant. Ils ont vécu chacun, dans la clandestinité, une aventure individuelle, parfois tragiquement terminée, et qui a rarement été révélée.

Déserteur des "Chantiers de Jeunesse", poursuivi comme réfractaire, dénoncé à deux reprises, deux fois recueilli par d'humbles et courageuses familles paysannes, l'auteur nous apporte le témoignage de son aventure personnelle dont le récit émouvant, très simple et très authentique, a aussi le mérite d'éclairer, plus d'un demi-siècle après, l'ambiance d'une époque souvent mal connue et mal comprise aujourd'hui.

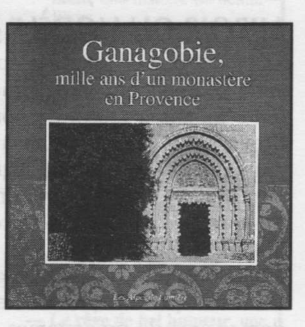
Un ouvrage attachant qui comble partiellement une lacune de notre Histoire et qui mérite d'être connu.

Marcel Bévédent, 4 rue de Porto, 34000 Montpellier. 205 p, 80 F (plus 15 F pour le port). Disponible à la Librairie de Gavroche.

REVUES

GANAGOBIE, MILLE ANS D'UN MONASTERE EN PROVENCE

Les Alpes de Lumière 120-121



Sur le plateau de Ganagobie - bateau de pierre suspendu au-dessus de la Durance -, des hommes travaillent, prient et vivent en communauté de moines. leur histoire dure depuis mille ans hormis une interruption d'un siècle après la Révolution. Les travaux archéologiques qui ont accompagné la restauration puis l'agrandissement récent du monastère renouvellent notre connaissance de ce site : le premier monastère, le rattachement à Cluny, les étapes de l'édifice roman encore en place et son fameux décor de mosaïque, au bestiaire fantastique, les difficultés des temps modernes....

Réunis dans un même volume, un guide attentif pour la visite du monument et du plateau et la synthèse de ce que l'on sait aujourd'hui de ce monastère de Provence, constitue *le grand livre de Ganagobie.*

Les Alpes de Lumière, Salagon, 04300 Mane. 264 p 168 F.

NON ! DIEU N'EST PAS !

Etude sur le curé Meslier

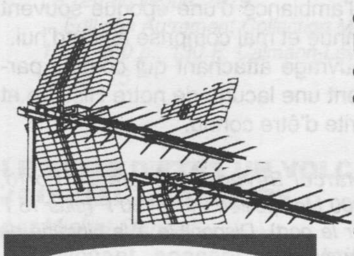


Dans son numéro 5, la "Question Sociale" réédite une étude sur le curé Meslier, parue en octobre 1906 dans les petites publications de la Colonie communiste d'Aiglemont..

Vers 1725, le curé Meslier rédigeait son fameux "testament". Tonnant du fond de son presbytère contre les puissants et les parasites, il démasquait la religion et la monarchie pour révéler ce qu'elles étaient : les instruments de domination de l'époque.

En notre époque moderne où nation et bourgeoisie remplacent monarchie et noblesse, il est curieux de constater que la pensée de Jean Meslier conserve toute sa saveur.

La Question Sociale BP 66, 08120 Bogny/Meuse. 38 pages, 22 F franco.



MEDIA : APPRENDRE A CONSOMMER AVEC PRUDENCE !
la chronique de Jean-Jacques Ledos

LA TÉLÉVISION, MIROIR OU MODÈLE ?

L'affaire d'abus sexuel découverte en Belgique, l'été dernier, outre qu'elle a fourni de nombreux titres accrocheurs aux journaux, a soulevé une légitime émotion. A lire les informations qu'ils révèlent, on croit lire les résumés des... sujets de feuilletons tels qu'ils sont régulièrement publiés par les hebdomadaires de programmes de télévision. Au reproche de suggérer, les auteurs de ces productions répondent habituellement qu'ils ne font que montrer, pour les dénoncer, bien sûr, les perversions humaines.

On se gardera, bien sûr, de hasarder des hypothèses à partir d'observations, eussent-elles parfois valeur de statistique ? La Belgique est un des pays où le choix de programmes est le plus abondant, en Europe, parce que la distribution câblée atteint pratiquement tous les foyers. Or, à l'exclusion d'un service public bilingue qui essaie de survivre, on n'a pas connaissance, dans ce pays, d'une production audiovisuelle intense. Une fois de plus, c'est un modèle commercial venu d'ailleurs qui alimente les canaux de diffusion. La langue de bois des responsables slalome alors sans peine ni scrupules entre la soi-disant demande - Ah ! bon ! - et la liberté d'entreprendre. Et comme les victimes ne font pas exploser les statistiques... ❑

PIERRE BOUTEILLER EST DE RETOUR

Après un détour de quelques années à la direction de "France-Inter" dont la chaîne n'a pas eu à se plaindre, Pierre Bouteiller a retrouvé son micro. Ceux qui ont pris l'habitude de l'écouter, le matin, depuis une trentaine d'années redécouvrent avec plaisir son ton ironique, sa liberté de propos, sa curiosité qu'il nous propose de partager. Sans vulgarité, avec esprit, il atteint ce public différent qui n'a que faire des éclats de rires forcés qui meublent trop d'émissions sans lesquels elles ne seraient que sinistres

❑

DÉPENDANCE DES MÉDIAS : UN DESTIN OBLIGÉ ?

L'indépendance des médias est, à de rares exceptions près, la chose du monde la moins bien partagée, principalement à la radio et à la télévision et, en particulier en France.

Le n° 50 des excellents "Cahiers" que publie le "Comité d'Histoire de la Radiodiffusion" (C.H.R.) * est consacré à l'année 1946. Il évoque les mutations qui se sont succédées à la tête de la Radiodiffusion Nationale à la Libération. La direction est d'abord confiée à Jean Guignebert, un homme de gauche, proche du Pati Communiste Français. Il n'y restera qu'un an avant de céder la place, en décembre 1945, à Claude Bourdet, homme de gauche aussi, résistant et gaulliste. Le 20 janvier suivant, le général de Gaulle, Chef du Gouvernement Provisoire de la République Française (G.P.R.F.) abandonne ses fonctions. Dans le gouvernement Félix Gouin qui lui succède, le ministre de l'information, Gaston Defferre, contraint, en février, au prix de manœuvres peu loyales, Bourdet à la démission. La dynamique interne du "tripartisme" (communistes, socialistes, démocrates-chrétiens du MRP) ne permet pas la désignation d'un responsable issu de ses rangs, un socialiste, sans doute, selon les vœux du ministre. C'est, finalement, un apolitique habile qui est désigné, Wladimir Porché. Il restera en place jusqu'au retour du général de Gaulle douze ans plus tard** Depuis, l'instabilité est devenue la règle dans l'audiovisuel public dont la Presse, poussée par d'autres intérêts, dénonçait déjà le désordre. Il est vrai que le Gouvernement Provisoire qui a imposé, en 1945, le monopole de l'État sur la radiodiffusion interdit la renaissance des stations commerciales d'avant-guerre. Les nostalgiques de cette époque, encouragés par des sondages publiés, il est vrai, par des journaux populaires comme "France-soir", s'empressent alors de réclamer le droit d'exploiter à nouveau des radios commerciales créditées d'indépendance à l'égard des pouvoirs politiques et prometteuses de succès d'audience.

En mars 1946, dans "Le Figaro" (cité par les "Cahiers" du C.H.R.), Pierre Scize exprime des réserves qui peuvent s'appliquer à notre actualité : "Il suffit d'avoir un peu de mémoire pour se souvenir que les émissions des postes privés procédaient encore d'un esprit plus médiocre que les émissions actuelles. Subventionnées par des firmes qui sollicitent la clientèle du plus vaste public possible, elles "visaient bas" avec obstination. La publicité la plus grossière les hachait menu. Les honnêtes gens se faisaient une loi de ne point écouter ces turpitudes et cherchaient mélancoliquement un refuge auprès de la Radio officielle, déjà connue pourtant pour son ennui et sa solennité, mais qui avait la réputation de respecter son public."

A la Libération, on ne parlait pas de culture mais l'idée était dans les esprits progressistes. Il est vrai qu'on ne confondait pas non plus "radios privées" et "radios libres". ❑

* 17, rue Hamelin, 75016, Paris.
** Pendant la même période, le Direction de l'information n'a connu qu'un seul titulaire, Vital Gayman.

UN DIALOGUE "PRÉPARÉ" ?

On a déjà eu l'occasion, dans ces pages, d'évoquer les divers moyens dont disposent les animateurs qui "ouvrent" l'antenne de leur chaîne aux auditeurs-téléspectateurs : filtrages divers et interruptions intempestives permettent de limiter la liberté d'expression des trublions éventuels.

"France-Inter" propose ainsi à ses habitués de dialoguer dans deux émissions : "Radio Com', c'est vous", le matin vers 8 h 50, "Le téléphone sonne", à partir de 19 h 15.

Le générique de la tranche d'information du matin sur "France-Inter" avoue, sans doute innocemment, le stratagème en annonçant que "Radio Com', c'est vous" "a été préparée par..." Préparée ? Le mot rappelle la technique dite du "piano préparé" au moyen de laquelle, le compositeur américain, John Cage, amortissant le choc des marteaux sur les cordes parvenait à dénaturer le timbre du piano. C'était, il est vrai, une œuvre de création. ❑

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à
EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers
au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :
— **Luttes ouvrières — 16e/20e siècle**
— **Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire**
— **Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?**
— **Les années munichoises (1938/1940)**
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Carl Heil speaker contre Hitler
par Eveline et Yvan Brès
189 pages — **135 F.**

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages — **350 F.**

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — **150 F**

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
253 pages — **185 F**

Dictionnaire des auteurs prolétariens
par Thierry Maricourt
275 pages — **129 F**

N'oublie jamais Nicolas
par Gaston Haustrate
288 pages — **110 F**

L'enfer de la charité
par Gaston Haustrate
214 pages — **110 F**

C'est la faute à Rousseau
par Gaston Haustrate
216 pages — **110 F**

La flamme sauvage
par Ludovic Massé
222 pages — **150 F**

Enragés et curés rouges en 1793 : Jacques Roux, Pierre Dolivier
par Maurice Dommanget
171 pages — **90 F**

Les crayons de la propagande
par Christian Delporte
224 pages — **195 F**

Barbelés à Argelès et autour d'autres camps
par Francisco Pons
282 pages — **140 F**

La collaboration dans l'Eure 1940-1944
par Julien Papp
278 pages — **150 F**

Olympe de Gouges, Ecrits politiques 1792-1793
Tome 1 — **130 F**
Tome 2 — **130 F**

Le droit de cuissage, France 1860-1930
par Marie-Victoire Louis
400 pages — **130 F**

Ces barbelés oubliés par l'Histoire
par Jacques Sigot
351 pages – **138 F**

Le Petit Père Combes
par Jacques Risse
236 pages – **130 F**

Le gâchis audiovisuel
par J.-J. Ledos, J.P. Jézéquel et P. Regnier
222 pages — **87 F**

Paul Robin (1837-1912) un militant de la liberté et du bonheur
par Ch. Demeulenaere-Douyere
478 pages — **308 F**

Poulbot le père des gosses
par Francis Robichon
112 pages illustré — **250 F**

L'Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIIIe siècle
par John Howard
599 pages — **200 F.**

Femmes et citoyennes
par Patricia Latour
128 pages — **120 F.**

Syndicats nous voilà !
par Jean-Pierre Le Crom
410 pages — **190 F.**

Le Rouge et le Bleu
par Roger Martinelli
288 pages — **120 F.**

J'avais six ans à Hiroshima
par Keiji Nakazawa
140 pages — **98 F.**

La France ouvrière
T1 des origines à 1920 **180 F**
T2 1920-1968 **180 F**
T3 1968 à nos jours **140 F**

Unissez-vous !
par G. Pruvost et P. Roger
272 pages — **120 F.**

Deux Républicains de progrès
par G. Touroude
154 pages — **90 F.**

Naissance de l'Ecole du Peuple (1815-1870)
par F.-J. Jacquet-Francillon
320 pages — **170 F.**

Intellectuels et politique
par Christian Delporte
128 pages — **70 F.**

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"

Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — **125 F**

Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline
par Pierre Broué
496 pages — **125 F**

Renaud Jean, le tribun des paysans
par Gérard Belloin
336 pages — **125 F**

Rosa Luxembourg épistolière
par Gilbert Badia
255 pages — **125 F**

Voyage au pays de l'arbitraire
par Yonnel Liègeois
256 pages — **120 F**

La politique expliquée aux enfants
par Denis Langlois
128 pages — **65 F**

J'ai dit non ! Témoignage d'un réfractaire au STO
par Maral Bénévent
205 pages — **80 F**

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
Chaque volume — **65 F**
— **La Chevalerie**
— **L'Egypte**
— **Les Loups**
— **L'Amazonie**
— **Les Gaulois**
— **Les dragons**
— **La création du monde**
— **Les Incas**
— **La Grèce**
— **Les Vikings**
— **Les animaux fantastiques**
— **Les ours**
— **Vers l'Amérique**
— **L'Europe**
— **Les Indiens**
— **Ciel et étoiles**
— **Les métamorphoses**
— **Les félins**
— **Terres de mystère**
— **La forêt**
— **La mer**
— **L'Orient**
— **Sports et jeux**

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, illustrées
Chaque volume — **45 F**
— **Les Baleines**
— **Les Géants**
— **Les Fées**
— **L'Hiver**
— **Les sorcières**
— **Les musiciens**
— **Les couleurs**
— **Le printemps**
— **Les chats**
— **L'automne**
— **Les trésors**
— **Les grands gentils loups**
— **Le soleil et la lune**

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — **33 F.**
— **Le Secret du grand-frère**, une histoire de canuts
— **Léa, le Galibot**, une histoire de mineurs
— **Le Ruban noir**, une histoire de tisserands
— **La Revanche du p'tit Louis**, une histoire de forgerons
— **Les cordées de Paris**, une histoire de ramoneurs
— **Les jumeaux de Carmaux**, une histoire de verriers
— **Frères du vent**, une histoire de mousses
— **Les Princes du rire**, une histoire de jongleurs
— **Quand la Charlotte s'en mêle**, une histoire de dentellières
— **Le sauvetage du proscrit**, une histoire de typographe
— **Le paquet volé**, une histoire de saute-ruisseau
— **Les fendeurs de liberté**, une histoire d'ardoisiers.
— **L'audace de Nicolas**, une histoire de cheminots
— **Voyage au bout de la Loire**, une histoire de mariniers
— **Le cadeau d'Adrienne**, une histoire de porcelaines
— **Fleurs d'Ajonc**, une histoire de petite bonne
— **Le rêve de bel humeur**, une histoire de marchand de livres
— **Papillon de papier**, le petit rat de l'opéra.
— **La robe de bal**, une petite couturière
— **Les moutons d'Armel**, un berger de Provence

✂ -

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 91
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Alexandre (Philipe), Le duel De Gaulle-Pompidou. Grasset 1970, 420 p .... 40 F

Aron (Robert), Histoire de Vichy. Amis du Club du Livre du Mois, rel. pleine toile avec 200 photographies .... 130 F

Le même broché, A. Fayard 1954, non illustré .... 80 F

Aron (Robert), Histoire de la Libération. Amis du Club du Livre du Mois, rel. pleine toile avec 200 photographies .... 130 F

Benoist-Méchin, Ibn-Séoud ou la naissance d'un royaume. Albin Michel 1956, 446 p .... 50 F

Benoist-Méchin, Le roi Saud ou l'Orient à l'heure des relèves. Albin Michel 1960, 574 p .... 50 F

Benoist-Méchin, Un printemps arabe. Albin Michel 1959, 596 p .... 50 F

Benoist-Méchin, Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident. Albin Michel 3 vol (La bataille du Nord, 454 p La bataille de France, 542 p La fin du Régime, 685 p) .... 200 F

Burckhardt (Carl J.), Ma mission à Dantzig. Fayard Gdes Et. Cont. 1961, 397 p .... 60 F

(Collectif), Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales. Hachette Université 1979, 254 p .... 50 F

(Collectif), La Libération de Paris. Denoël 1964, 191 p ill. index .... 70 F

(Colloque), La Pologne et la France dans la guerre et la Résistance de 1939 à 1945. Colloque de Recherche Historique, Paris 23-24 oct. 1975, 235 p .... 60 F

Cotteret et Mermet, La bataille des images. *Politoscopie 86.* Larousse 1986 ill. 207 p .... 50 F

Gérard-Libois et Gotovitch, L'An 40 la Belgique occupée. CRISP Bruxelles 1971, 518 p ill, index .... 70 F

Haulleville (Prosper de), Les Allemands depuis la guerre de Sept ans. Douniol 1868, cart. éd. 410 p .... 70 F

Hibbert (Christopher), Mussolini, une force de la nature. R. Laffont 1963, 445 p ill. .... 50 F

Kreissler (Félix), De la Révolution à l'Annexion, l'Autriche de 1818 à 1938. PUF 1971, 460 p index .... 70 F

Labin (Suzanne), La Condition humaine en Chine communiste. La Table Ronde 1959, 510 p ... 50 F

Laugardière (M. de), Le clergé du Berry aux élections de 1848. Tardy 1959, 127 p .... 60 F

Le Jeune (Jacques), Je ne tuerai pas. *Plaidoyer d'un objecteur de conscience.* La Réconciliation Bruxelles 1956, 363 p index ... 60 F

Mikoyan (Présentation par Anastase), Lénine vivant. *Ensemble de photographies rares et inédites.* Fayard 1970 .... 50 F

Montesquiou (Léon de), Les raisons du Nationalisme. Plon 1905, 269 p .... 60 F

Nader (le rapport), Le festin empoisonné. *Les dangers de la civilisation industrielle.* Histoire & Documents 1972, 357 p .... 50 F

Ockrent et Marenches, Dans le secret des princes. *Marenches dirigea les services secrets français sous Pompidou et Giscard.* Stock 1986, 342 p index .... 45 F

(Résistance), Simone et ses compagnons présentés par leurs camarades de prisons et de camps. Ed. de Minuit 1947 exemplaire sur papier couché (N° 2) 204 p index .... 150 F

Rictus (Jehan), Cantilènes du malheur. Sevin s.d. avec une pointe sèche de Steinlen en frontispice, 30 p (lég. défraîchi) .... 80 F

(Revue) La NEF, Tableau politique de la France 1951. Ed. du Sagittaire 1951 (N° 75-76) 272 p .... 50 F

Rocard (Michel), Le coeur à l'ouvrage. France Loisirs 1987, 193 p .... 35 F

Roupnel (Gaston), Histoire de la Campagne française. Grasset 1932, 429 p .... 60 F

Roussel (Eric), Georges Pompidou. J.C. Lattès 1984, 568 p index .... 45 F

Sauvy (Alfred), La fin des Riches. Calmann Lévy 1975, 295 p index .... 45 F

Soloviev (Vladimir), La grande controverse et la politique chrétienne (Orient - Occident). Aubier 1953, 230 p index .... 50 F

Speer (Albert), Au coeur du Troisième Reich. Fayard Gde Et. Cont.1971, rel. toile édit. 816 p index .... 80 F

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à **Librairie Floréal**

Stettinius (Edward), Yalta Roosevelt et les Russes. NRF1951, 346 p .... 50 F

Sperber (Manès), Le pont inachevé. Calmann Lévy 1977, 269 p .... 40 F

Touscoz (Jean), Atlas géostratégique. Larousse 1989 319 p index .... 60 F

Whalen (J.), Les Kennedy Histoire d'une dynastie. Ed. de Trévise 1967, 383 p index .... 40 F

Wickham et Coignard, La Nomenklatura française. Belfond 1986, 480 p .... 50 F

Collection *L'Evolution de l'Humanité, Bibliothèque de synthèse historique* dirigée par Henri Berr. La Renaissance du Livre :

Bloch, La Société Féodale. 1939, 2 vol (472+287pp) 12 pl. h.t. index .... 160 F

Bréhier, Le Monde Byzantin. 1947, 3 vol. (Vie et mort de Byzance-Les institutions de l'Empire Byzantin-La civilisation Byzantine) .... 240 F

Chapot, Le Monde Romain. 1927, 503 p 11 cartes ds le t. 1 carte et 2 pl. h.t. index .... 80 F

Febvre, La Terre et l'Evolution humaine. 1927 471 p index .. 60 F

Febvre, Le problème de l'incroyance au XVIe siècle. 1942, 547 p index .... 80 F

Glotz, La Civilisation égéenne. 1923, 471 p 87 fig. et 3 cartes ds le t. et 4 pl. h.t. index .... 80 F

Guignebert, Jésus. 1933, 692 p index .... 80 F

Homo, L'Italie primitive et les débuts de l'Impérialisme romain. 1925, 439 p, 13 cartes et plans ds le t. index .... 80 F

Hubert, Les Celtes. 1932, 2 volumes (403+370pp) 15 cartes, 43 fig ds le t. et 4 pl. h.t. index .... 160 F

Jardé, La formation du Peuple Grec. 1923, 425 p, 7 cartes ds le t. index .... 80 F

Jouguet, L'impérialisme macédonien et l'Héllénisation de l'Orient. 1926, 503 p 7 pl. 4 cartes h.t. index .... 80 F

Lods, Israël des origines au milieu du VIIIe siècle. 1930, 595 p, 3 cartes 38 fig. ds le t. et 12 pl. h.t., index .... 80 F

Morgan, L'Humanité préhistorique. 1924, 336 p 1 300 figures et cartes ds le t. index .... 80 F

Petit-Dutaillis, Les Communes françaises caractères et évolution des origines au XVIIIe siècle. 1947, index .... 80 F

Pittard, Les races et l'Histoire. 1924, 620 p, 3 cartes et 6 fig. ds le t. index .... 80 F

Réau et Cohen, L'Art du Moyen Age et la Civilisation française. 1935, 464 p, 2 cartes et 20 pl. h.t. index .... 80 F

Schneider et Cohen, La formation de Génie Moderne dans l'Art de l'Occident. 1958, 492 p, 20 pl. h.t. .... 80 F

Plaquettes ou extraits de publications :

Coulet (E.), Situation politique et militaire de Toulon en 1815 .... 30 F

Fontmichel et Vovelle, Deux notables provençaux sous le Révolution française .... 20 F

Gonnet (P.), La presse et l'opinion à Nice en 1848 .... 15 F

Hémery (D.), Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 .... 30 F

Knibiehler et Agulhon, Lord Brougham juge de l'insurrection varoise de décembre 1851 .. 15 F

Massé (P.), Le Constituant Dubois .... 30 F

Siffre (M.-H.), L'application du Concordat dans les Alpes-Maritimes (1802-1814) .... 20 F

Vidalenc (J.), Les débarquements royalistes en Bretagne (1795) .... 40 F

Nous disposons de quelques numéros de *l'Assiette au Beurre*.

N° 38 **Les Baudin de nos jours** *par Camara* (Défr.) .... 20 F

N° 61 **Têtes de Turcs** *par Braun, textes de Mirbeau* .... 30 F

N° 94 **Les Cabots** *par Camara, texte de L. Tailhade* .... 25 F

N° 99 **La Mano-Negra (La main noire)** *par Camara, Gosé, Grandjouan, Hradeck, Méaulle.* (défr.) .... 20 F

N° 105 **La Bête Victorieuse** *par Hradecky* .... 30 F

N° 106 **Rédemption** *par Vogel* .... 30 F

N° 112 **La Police I** *par Camara, Grandjouan, d'Ostoya, Fourment, Aroun et Lengo.* (défr.) .... 30 F

N° 113 **La Police II** *par Willette, Galanis, R. Florès, Delannoy, L.Burret, Fourment* .... 35 F

N° 117 **La Traite des Planches** *par Lempereur* .... 25 F

N° 122 **Monstres et Satyres** *par Florane texte de L. Tailhade* .... 35 F

N° 127 **Visions !** *par Camara* .... 30 F

N° 141 **Messes Noires** *par Hradecky, D'Orazi, Ardengo* .... 25 F

N° 142 **Blocards et Frocards** *par Camara, légendes de Rictus* ... 35 F

N° 143 **De Béthléhem à Rome** *par Vogel* .... 35 F

N° 146 **Les Dames n'entrent pas ici** *par Géo-Dupuis* .... 35 F

N° 149 **A bas les Monopoles** *par Grandjouan* .... 35 F

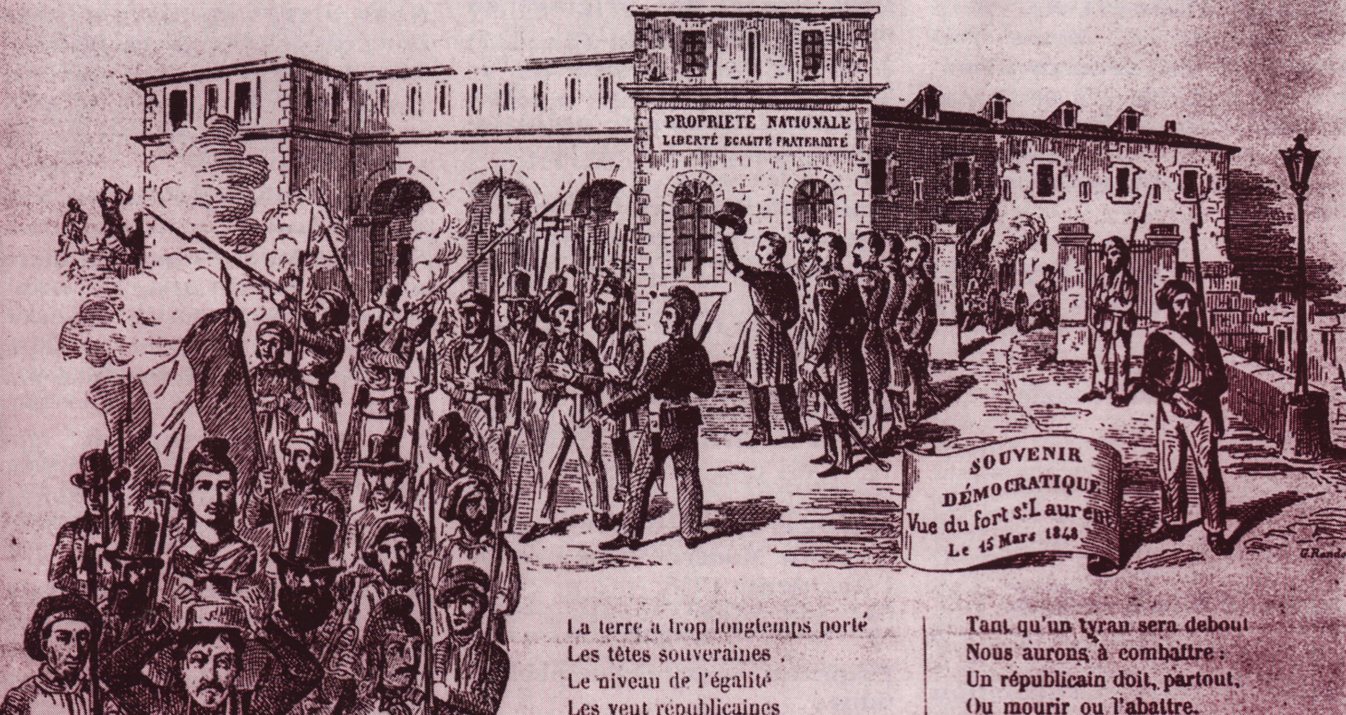
N° 152 **Rastaquouères** *par Balluriau* .... 35 F

LES VORACES LYONNAIS,

CHANSON RÉPUBLICAINE

DÉDIÉE A TOUS LES VORACES DE L'UNIVERS,

Par un autre.



Air : *Éteignons les lumières.*

Lève-toi, pauvre humanité !
Sors de la nuit profonde :
L'aurore de la Liberté
Luit enfin sur le monde.
Lève-toi, brise tes fers,
Dieu t'a donné l'Univers.
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces !*
Vive la liberté !

Hier, esclave méprisé,
Le peuple avait un maître :
Aujourd'hui le peuple a brisé
La couronne et le sceptre.
Fuyons un lâche repos,
La France attend nos travaux ;
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces !*
Vive la liberté !

La terre a trop longtemps porté
Les têtes souveraines ;
Le niveau de l'égalité
Les veut républicaines
Jurons tous d'anéantir
Qui voudrait nous asservir :
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces*
Vive la liberté !

Cessez d'arborer nos couleurs,
Cafards légitimistes !
Craignez d'envenimer nos cœurs,
Fortunés égoïstes !
Ou notre justice enfin
Vous brisera dans sa main.
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces !*
Vive la liberté !

Vous prêtres qui, souillant l'autel
Par un commerce inique,
A prix fait nous vendez le ciel,
Fermez votre boutique.
Donnez, mais ne vendez plus
Vos *credo* pour des écus.
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces !*
Vive la liberté !

Tant qu'un tyran sera debout
Nous aurons à combattre ;
Un républicain doit, partout,
Ou mourir ou l'abattre.
Qu'en tous lieux nos bras vengeurs
Courbent les fronts oppresseurs.
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces*
Vive la liberté !

Lyon voyait ses flancs meurtris
D'une infâme ceinture ;
Elle étouffait.... Ses nobles fils
Ont vengé son injure :
Sous leurs bras électrisés
Les forts sont pulvérisés !
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité.
En avant les *Voraces !*
Vive la liberté !

Trembleurs, que ferait votre main
De canons et de poudre !...
Laissez au peuple souverain
La justice et la foudre...
Si nos tyrans ne sont plus,
Il reste encore des abus.....
Marchons, prenons nos places
Au banquet de l'égalité,
En avant les *Voraces !*
Vive la liberté !
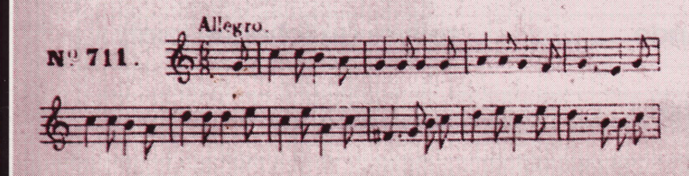
Gilbert Randon.
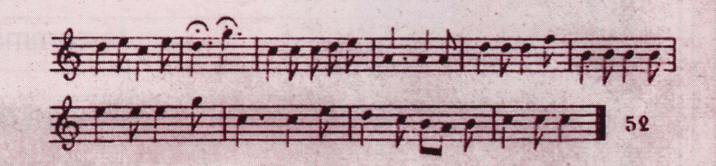
Se vend à LYON, rue ci-devant Bourbon, nº. 33, au 4e.

Lyon.

Nº 711.

Allegro.





52